

0.100 Table des matières – Tome 1

PARTIE I

LES SOURCES DU DROIT DES MARCHÉS PUBLICS

LES NORMES DE RÉFÉRENCES	I.10
Normes constitutionnelles	I.100
Normes constitutionnelles matérielles	I.100.1
1 Préliminaires	
2 Principe d'égalité d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats	
3 Liberté d'entreprendre	
4 Liberté contractuelle	
5 Absence de valeur constitutionnelle des principes de transparence et de concurrence	
6 Principe de libre administration des collectivités territoriales	
7 Principe de la compétence juridictionnelle administrative minimale	
8 Principes d'interprétation par le Conseil constitutionnel des lois réglementant le régime juridique des contrats administratifs	
9 Domaines insusceptibles de faire l'objet d'un contrat public	
10 Validation de contrats par la loi	
Normes constitutionnelles organiques et formelles	I.100.2
1 Article 34 de la Constitution	
Normes de l'Union européenne	I.110
Les normes de l'Union européenne applicables aux marchés publics	I.110.1
1 Généralités	
2 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et marchés publics	
3 Les accords extérieurs de l'UE : l'accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce	
4 Les directives marchés publics	
L'application des normes communautaires par le juge administratif des marchés publics	I.110.2
1 Les autorités nationales ont l'obligation d'appliquer le droit communautaire	
2 Les obligations des autorités normatives et administratives françaises	
3 La sanction des obligations communautaires : la responsabilité pour faute de l'État	
4 L'effet direct du droit communautaire devant le juge administratif	
Normes jurisprudentielles	I.120
« Règles et principes généraux applicables aux contrats administratifs »	I.120.1
1 Généralités	
2 Principe de la liberté contractuelle	
3 Principe de l'équilibre financier	
4 Principes de mutabilité	
5 Exécution d'office	
6 Mise en régie d'un marché	
7 Principe de rétroactivité	
8 Codification de certains principes	
Code de la commande publique	I.130
L'extérieur du Code de la commande publique	I.130.1
1 Méthodes et auteurs	
L'intérieur du Code de la commande publique	I.130.2
1 Plan et contenu	

LES NORMES CONTRACTUELLES	I.30
La liberté contractuelle	I.300
La liberté contractuelle, source du droit des marchés publics ?	I.300.1
1 Normes extérieures et volonté des parties contractantes	
2 Postulat : la liberté contractuelle	
3 Valeur constitutionnelle de la liberté contractuelle	
Les atteintes législatives à la liberté des parties contractantes	I.300.2
1 Les atteintes disproportionnées à la liberté contractuelle censurées par le juge constitutionnel	
2 Les atteintes à la liberté contractuelle non censurées par le juge constitutionnel	
La non-application des lois nouvelles aux contrats en cours d'exécution	I.300.3
1 Seule la loi, au sens strict, peut autoriser l'application d'une norme nouvelle à des situations contractuelles en cours d'exécution	
2 La loi nouvelle ne s'applique pas, en principe, aux situations contractuelles en cours d'exécution	
3 La loi nouvelle peut parfois s'appliquer aux situations contractuelles en cours d'exécution	
Les stipulations des contrats publics doivent respecter les lois et règlements préexistants	I.300.4
1 Applications jurisprudentielles	

PARTIE II

LA NOTION DE MARCHÉ PUBLIC

LA NATURE DE L'ACTE : UN CONTRAT	II.10
Marchés publics et contrats	II.100
Contrats synallagmatiques	II.100.1
1 Textes applicables	
2 Définition de la notion de contrat et position du problème	
3 Exclusion des situations unilatérales	
4 Recherche des caractéristiques d'un véritable contrat	
5 Quasi-contrat	
6 Offre de concours : contrat unilatéral	
7 Conception particulière de la prestation « in house » : absence de contrat	
8 Contrat avec soi-même	
Caractère écrit ou verbal	II.100.2
1 Position du problème	
2 Existence de contrats verbaux	
3 Communications et échanges d'informations par voie électronique	
4 Langue	
Marchés publics et contrats administratifs	II.110
Enjeux	II.110.1
1 Règles des contrats administratifs	
2 Recours	
Situation antérieure	II.110.2
1 Etat du droit antérieur à 2001	
2 Loi Murcef de 2001 : les marchés passés en application du code des marchés publics sont des marchés publics	
3 Situation issue de l'ordonnance n° 2015-899	
Situation issue du Code de la commande publique	II.110.3
1 La qualification législative des marchés passés par des personnes morales de droit public	
2 L'adaptation des règles générales applicables aux contrats administratifs	
3 Marchés passés à l'étranger	
LE CRITÈRE ORGANIQUE : L'ACHETEUR PUBLIC	II.20
Tableau général du champ d'application organique du droit des marchés publics	II.200
Champ d'application des directives	II.200.1
1 Présentation	
2 Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics	

3	Directive 2014/25/UE du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux	
	Champ d'application des dispositions françaises	II.200.2
1	Evolution du droit français	
2	Les textes avant 2015	
3	L'ordonnance n° 2015-899	
4	Le Code de la commande publique	
	Notion de pouvoir adjudicateur	II.210
	Notion générale de pouvoir adjudicateur	II.210.1
1	Textes pertinents	
2	Pouvoir adjudicateur et personne morale	
3	Pouvoir adjudicateur, collectivité publique et personne morale de droit public	
4	Pouvoir adjudicateur et personnes privées	
5	Pouvoir adjudicateur et acheteur public	
6	Pouvoir adjudicateur et niveau d'évaluation des besoins	
	Catégories de pouvoirs adjudicateurs en droit communautaire	II.210.2
1	Intérêt de la notion	
2	Notion « d'autorités gouvernementales centrales »	
3	État : pouvoir adjudicateur par définition	
4	Collectivités territoriales : pouvoirs adjudicateurs par définition	
5	Pouvoirs adjudicateurs, organismes de droit public	
6	Association de pouvoirs adjudicateurs	
	Notion d'organisme de droit public	II.220
	Notion d'organisme de droit public	II.220.1
1	Pouvoirs adjudicateurs, « organismes de droit public »	
2	Critères	
3	Ancien dispositif de liste	
	Aspects organiques de la définition de l'organisme de droit public	II.220.2
1	Deux types de critères	
2	Financement	
3	Contrôle	
4	Organes d'administration	
	Aspects matériels – But et conditions d'exercice de l'activité	II.220.3
1	Fonction du critère matériel	
2	Premier élément de définition relatif à l'activité : « ... avoir été créé pour satisfaire spécifiquement... »	
3	Deuxième élément de définition relatif à l'activité : « ... besoins d'intérêt général... »	
4	Troisième élément de définition relatif à l'activité : « caractère autre qu'industriel ou commercial » des besoins	
5	Indépendance de la qualité d'entité en situation de quasi-régie et de celle de pouvoir adjudicateur	
	Notion d'entité adjudicatrice	II.230
	Présentation de la notion	II.230.1
1	Utilité et justification d'un traitement particulier des opérateurs de réseaux	
2	Champ d'application de la directive 2014/25/UE	
3	Transposition en droit français	
	Entités concernées	II.230.2
1	Notion d'entreprise publique	
2	Notion de droits exclusifs ou spéciaux	
3	Notion d'entreprise liée et de coentreprise	
	Secteurs concernés	II.230.3
1	Description des activités secteur par secteur	
2	Notion de « mise à disposition » d'un réseau	
3	Rattachement à l'activité	
	Qualification des personnes publiques	II.240
	Etat : périmètre	II.240.1
1	Soumission de l'État au droit des marchés publics	
2	Unité de l'État	

Collectivités territoriales	II.240.2
1 Création et dénomination	
2 Qualification de pouvoir adjudicateur	
3 Collectivités territoriales d'outre-mer	
4 Groupements de collectivités territoriales	
Etablissements publics	II.240.3
1 Notion d'établissement public	
2 Catégories d'établissements publics	
3 Etablissements publics et champ d'application du droit des marchés publics	
4 Établissements publics de regroupement de collectivités territoriales	
5 Chambres consulaires	
6 Associations syndicales	
7 Établissements publics particuliers	
8 Établissement public administratif ou à caractère industriel et commercial	
9 EPIC	
10 Vers une disparition des régimes spécifiques ?	
Personnes publiques sui generis	II.240.4
1 Groupements d'intérêt public	
2 Autres personnes publiques sui generis	
Qualification des personnes privées	II.250
Soumission au droit des marchés publics	II.250.1
1 Le principe : les personnes privées ne sont pas des pouvoirs adjudicateurs	
2 Qualification au regard de la notion de pouvoir adjudicateur	
3 Qualification au regard de la notion d'entreprise publique	
4 Qualification au regard de la notion d'association de pouvoirs adjudicateurs	
Personnes privées soumises à des règles particulières	II.250.2
1 Règles applicables aux sociétés d'économie mixte	
2 Concessionnaires d'autoroute	
3 Concessionnaires d'aménagement	
4 Règles applicables à certains organismes de construction	
5 Règles applicables aux organismes de sécurité sociale	
6 Règles applicables aux ordres professionnels de santé	
7 Règles applicables aux concessionnaires de travaux	
8 Règles applicables aux marchés subventionnés	
Interposition d'une personne privée	II.260
Personnes privées transparentes	II.260.1
1 Position du problème	
2 Personnes privées transparentes	
Personnes privées mandataires	II.260.2
1 Notion unique de « mandat administratif »	
2 Absence de catégorie juridique homogène	
Soumission du mandat au droit des marchés publics	II.260.3
1 Soumission de l'ensemble des mandats au régime des marchés publics	
2 Exceptions	
3 Mandats particuliers	
4 Soumission du mandataire au droit des marchés publics	
5 Règles ne concernant pas la passation	
LE CRITÈRE ORGANIQUE : L'OPÉRATEUR	II.30
Opérateurs privés	II.310
Notion d'opérateur économique	II.310.1
1 Textes	
2 Notion d'opérateur économique	
3 Secteur économique, activité concurrentielle, notion d'entreprise, but lucratif	
4 Réserve des activités sociales, culturelles, artistiques et régaliennes	
5 Personnalité morale ou physique	
Opérateurs économiques particuliers	II.310.2
1 Associations	

2 Professions libérales

Opérateurs publics	II.320
Licéité d'une candidature publique à un contrat de la commande publique	II.320.1
1 Code de la commande publique	
2 Jurisprudence du Conseil d'Etat	
Champ d'intervention de l'opérateur public	II.320.2
1 La situation antérieure à 2006. Hésitations	
2 L'arrêt « Ordre des avocats au barreau de Paris »	
3 L'arrêt « Sté Armor SNC »	
4 Délimitation des domaines d'intervention des opérateurs publics	
5 Le cas particulier des candidatures d'opérateurs publics à des commandes publiques	
Conditions d'intervention de l'opérateur public	II.320.3
1 Présentation des conditions	
2 Application des conditions	
3 Obligations de l'acheteur public	
Soumission au Code de la commande publique	II.320.4
1 Soumission des marchés passés entre deux personnes publiques au Code de la commande publique	
2 Collaborations entre personnes publiques autorisées par le législateur	
3 Éventuelles exclusions au droit des marchés publics	
 LE CRITÈRE MATÉRIEL : LA SATISFACTION D'UN BESOIN	 II.40
Besoins	II.410
Notion générale de besoins	II.410.1
1 Principe de libre organisation de la satisfaction des besoins	
2 Les textes applicables	
3 Place du critère matériel : recentrage de la notion de marché public autour de l'objet du contrat	
4 Marché public de service public	
5 Utilité : critère matériel et critère finaliste	
6 Besoin et intérêt public	
Les conventions de simple organisation des services	II.410.2
1 L'avis « Fondation Jean-Moulin »	
2 Les transferts de compétences	
Convention d'objectifs et de moyens	II.410.3
1 Notion de convention d'objectifs et de moyens	
2 Appel à projet	
3 Critère de distinction fondé sur le but recherché par la personne publique	
Convention de coopération	II.410.4
1 La reconnaissance en droit communautaire du contrat de coopération comme exception au droit des marchés publics	
2 La transposition de l'exception en droit français	
 Travaux	 II.420
Notion générale de marché de travaux	II.420.1
1 Textes applicables	
2 Principaux éléments de définition	
Marchés à objet composite	II.420.2
1 Définition	
2 Possibilité de marchés à objet composite	
3 Qualification des marchés à objet mixte	
4 Qualification des contrats à objet mixte (marché public et hors marchés)	
Marché de travaux et contrats spéciaux	II.420.3
1 Marché de travaux et contrat d'entreprise	
2 Louage de service et contrat d'entreprise	
3 Location de matériel et marché de travaux	
4 Travaux et vente : constructions industrialisées	
5 Travaux et mandats	
Concession de travaux	II.420.4
1 Directives communautaires	
2 Transposition	

3 Applications

Contrats ayant pour objet l'exploitation d'un service public et comportant la réalisation de travaux II.420.5

1 Position du problème

2 Situations concernées

3 Qualification

Fournitures

II.430

Notion de marché de fourniture

II.430.1

1 Le droit communautaire

2 Code de la commande publique

Éléments

II.430.2

1 Parties au marché. Notion de fournisseur

2 Objet de la fourniture : notion de produits

3 Objet du contrat

4 Marchés à objet composite

Services

II.440

Textes applicables aux marchés de service

II.440.1

1 Origines du marché de services

2 Définition

3 Catégories de services

4 Exclusions

Marchés de services particuliers

II.440.2

1 Contrats d'assurance

2 Services financiers

3 Mandat

4 Services de communications électroniques

5 Services juridiques

6 Analyses biologiques

7 Prestations intellectuelles

8 Marché de définition

9 Marché de maîtrise d'œuvre

10 Délégation de maîtrise d'ouvrage

11 Mobilier urbain

12 Prestations notariales

Contrats complexes

II.450

Enjeux de la qualification des contrats complexes

II.450.1

1 Définition du contrat complexe

2 Enjeux

3 Typologie des contrats : logique française et logique communautaire avant 2014/2015

4 Vers une logique binaire

5 Règles générales de qualification des contrats complexes

6 Limitation du recours aux contrats domaniaux de la commande publique

Qualification des contrats complexes

II.450.2

1 Bail emphytéotique administratif avec opération de construction

2 Autorisation d'occupation temporaire (AOT) avec opération de construction

3 Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)

4 Bail de locaux à construire

5 Crédit-bail immobilier

6 Cessions immobilières avec charges

LE CRITÈRE FINANCIER : LA RÉMUNÉRATION

II.50

Le caractère onéreux

II.510

Evolution du critère financier

II.510.1

1 Origine jurisprudentielle : critère du prix

2 Évolution des critères

3 Place du critère financier : évolution

4 Textes

5 Critère de la contre-prestation, critère de l'intérêt économique direct

6	Prix et « caractère onéreux » du contrat	
7	Contrats à titre gratuit ou à prix symbolique	
	Marchés sans versement d'un prix par la collectivité publique	II.510.2
1	Abandon de recettes en général	
2	Opérateur rémunéré par des recettes publicitaires	
3	Opérateur rémunéré par un tiers débiteur	
4	Rémunération en nature	
5	Rémunération partielle par un prix payé par l'acheteur public	
6	Marchés où prestation et contre-prestation sont fournies en nature	
7	Prix et subvention	
8	Prix et transfert de propriété	
9	Prix et indemnité	
10	Prix et remboursement de frais	
11	Prix et prix de revient	
12	Prix et recherche d'économie	
	Distinction entre marché public et concession	II.520
	Critères de distinction	II.520.1
1	Possibilité qu'un marché public confie la gestion d'un service public	
2	Droit français antérieur à 2016	
3	Droit communautaire antérieur à 2014	
4	Critère du risque	
5	Repositionnement de la distinction entre marché et concession (2014/2016)	
	Application aux différentes catégories de contrats	II.520.2
1	Position du problème	
2	Qualification comme délégation de service public	
3	Qualification variable : régie intéressée	
4	Qualification comme marché	
	AUTRES MARCHÉS	II.60
	Prestations intégrées : la quasi-régie	II.610
	Conditions de l'exclusion	II.610.1
1	Appréciation générale : la nature de la prestation intégrée	
2	Droit communautaire	
3	Droit français	
	Application des conditions	II.610.2
1	Condition du contrôle analogue	
2	Condition liée aux destinataires de l'activité	
3	Condition liée à la composition du capital	
4	Évaluation de la situation des structures françaises	
	Régime des marchés du Livre V	II.610.3
1	Une spécificité française : la soumission des marchés de quasi-régie à un régime allégé	
2	Les règles applicables	
	Droits exclusifs	II.620
	Présentation des marchés passés avec les titulaires de droits exclusifs	II.620.1
1	Paradoxes de l'utilisation de la notion de droits exclusifs	
2	Justification de l'exclusion ou du régime spécifique	
3	Directives communautaires	
4	Dispositions françaises	
	Conditions d'application	II.620.2
1	Notion de droit exclusif	
2	Nature et contenu de l'acte octroyant le droit exclusif	
3	Autorité compétente pour l'octroi du droit exclusif	
4	Publication de l'acte octroyant le droit exclusif	
5	Marché conclu entre deux acheteurs	
6	Régularité du droit exclusif	
	Régime hyper allégé	II.620.3
1	Application des grands principes de la commande publique	
2	Règles applicables	

Autres exclusions	II.630
Marchés de services	II.630.1
1 Acquisition ou location d'immeubles	
2 Marchés de service relatifs à l'arbitrage et aux autres modes alternatifs de règlement des litiges	
3 Marchés publics de services relatifs au transport de voyageurs par chemin de fer ou par métro	
4 Programmes de radiodiffusion et temps de diffusion	
5 Marchés de recherche et de développement	
6 Les services de défense civile, de protection civile et de prévention des risques assurés par des entités à but non lucratif	
7 Les services liés aux campagnes politiques	
8 Les services juridiques	
Télécommunications et activités exercées sur des marchés concurrentiels	II.630.2
1 Télécommunications	
2 Achats effectués par un acheteur dans son propre secteur d'activité	
3 Activité d'opérateur de réseaux exercée sur des marchés concurrentiels	
Secret et sécurité	II.630.3
1 Textes	
2 Marchés qui exigent le secret	
3 Marchés publics dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité	
4 Marchés pour lesquels la protection des intérêts essentiels de l'État est en jeu	
5 Hypothèses particulières	
Règles internationales	II.630.4
1 Marchés passés en vertu d'une procédure propre à une organisation internationale	
2 Marchés financés par une organisation internationale	
Œuvres d'art	II.630.5
1 Spécificité du droit français	
2 Conditions	

PARTIE III

LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

LE PRINCIPE DE MISE EN CONCURRENCE	III.10
Mise en concurrence et principes fondamentaux	III.110
L'incarnation : des règles détaillées	III.110.1
1 Des règles détaillées indispensables	
2 Des règles détaillées insuffisantes	
L'esprit : l'enrichissement par les principes fondamentaux	III.110.2
1 Principe général de mise en concurrence ou principes fondamentaux traditionnels ?	
2 Traité, directives et principe de mise en concurrence	
3 Principes fondamentaux en droit interne : reconnaissance et codification	
Principes fondamentaux – Principes de liberté	III.111
III.111.1 Articulation et utilité des différents principes de liberté	III.111.1
1 Diversité	
2 Libre concurrence	
3 Liberté du commerce et de l'industrie	
4 Libertés de circulation et d'établissement	
5 Liberté d'accès à la commande publique	
III.111.2 Libre concurrence	III.111.2
1 Droit des marchés publics	
2 Droit spécial de la libre concurrence	
III.111.3 Liberté du commerce et de l'industrie	III.111.3
1 Origine	
2 Libre accès à l'activité économique et réglementations publiques	
3 Libre exercice de l'activité économique et concurrence des personnes publiques	
III.111.4 Liberté de circulation des marchandises	III.111.4
1 Fondement	

2 Mesures d'effet équivalent	
3 Limites	
III.111.5 Liberté d'établissement et liberté de prestation de services	III.111.5
1 Champ d'application	
2 Contenu	
3 Limites	
III.111.6 Liberté d'accès à la commande publique	III.111.6
1 Principe	
2 Concrétisations	
Principes fondamentaux – Principes d'égalité et de non-discrimination	III.112
Principe général et principe spécifique d'égalité	III.112.1
1 Egalité et concurrence	
2 Principe général d'égalité	
3 Principe d'égalité de traitement des candidats	
Principes européens d'égalité, d'égalité de traitement et de non-discrimination	III.112.2
1 Principes fondamentaux du droit de l'Union européenne	
2 Situations comparables / situations différentes	
3 Discriminations ostensibles et discriminations dissimulées	
4 Accès / traitement	
5 Soumissionnaires publics	
Principes fondamentaux – Principe de transparence	III.113
Evolution : de l'objectif au principe	III.113.1
1 Droit de l'Union européenne	
2 Droit interne	
Contenu	III.113.2
1 Le double objectif de la transparence	
2 Les moyens de la transparence	
Droit des marchés publics et droit de la concurrence	III.130
Cadre général	III.130.1
1 Textes	
2 Enjeu	
Notion de marché public et droit de la concurrence	III.130.2
1 Points de rencontre	
2 Marché pertinent	
Relations entre les droits	III.130.3
1 Complémentarité	
2 Apports du droit des marchés publics	
3 Apports du droit de la concurrence	
Champ d'action du droit écrit des pratiques anticoncurrentielles	III.133
Trois degrés	III.133.1
1 Cœur de cible : l'applicabilité	
2 Second cercle : l'opposabilité	
3 Troisième cercle : le principe général de liberté de concurrence	
Applicabilité	III.133.2
1 Le critère de l'activité économique	
2 Activités économiques et entreprises candidates ou titulaires	
3 Activités économiques et acheteur public	
Opposabilité	III.133.3
1 Origine	
2 Applications	
Champ d'action du principe de liberté de la concurrence	III.135
Cas d'origine : candidature publique et prix concurrentiel	III.135.1
1 Candidature publique	
2 Prix concurrentiel	
Extensions possibles	III.135.2

- 1 Extension organique
- 2 Extension matérielle

Pratiques anticoncurrentielles – Qualification

III.140

Prohibition

III.140.1

- 1 Catégories
- 2 Caractère anticoncurrentiel
- 3 Ententes
- 4 Abus de domination

Rachat

III.140.2

- 1 Raisons d'être
- 2 « Application d'un texte législatif ou réglementaire pris pour son application »
- 3 Progrès économique

Circonstances non exonératoires

III.140.3

- 1 Sévérité jurisprudentielle
- 2 Difficultés économiques
- 3 Concurrents
- 4 Acheteur public

Ententes dans les marchés publics – Caractéristiques

III.143

Présentation

III.143.1

- 1 Buts
- 2 Caractère anticoncurrentiel
- 3 Formes

Ententes et groupes de sociétés

III.143.2

- 1 Question centrale : l'autonomie
- 2 Entente avec une entreprise tierce : imputabilité
- 3 Entreprises appartenant à un même groupe et existence de l'entente

Ententes dans les marchés publics – Typologie

III.144

Échanges d'informations et autres pratiques non structurées organiquement

III.144.1

- 1 Mode de raisonnement
- 2 Échanges d'informations interdits
- 3 Offres de principe, offres de couverture, accord global de répartition
- 4 Interventions des organisations professionnelles
- 5 Recherche de partenaires économiques

Groupements

III.144.2

- 1 Constitution de groupement
- 2 Fonctionnement du groupement
- 3 Appartenance à plusieurs groupements
- 4 Structure commune

Prix abusivement bas

III.146

Problématique générale

III.146.1

- 1 Libre concurrence et prix bas
- 2 Droit des marchés publics et offres anormalement basses
- 3 Droit de la concurrence : Incriminations multiples

Conditions

III.146.2

- 1 Offres ou pratiques de prix de vente
- 2 Prix de vente abusivement bas
- 3 Vente aux consommateurs
- 4 Éviction du marché ou entrave à l'accès au marché

Régime et sanctions

III.146.3

- 1 Absence de spécificité : Régime des pratiques anticoncurrentielles
- 2 Ni rachat ni sanction pénale
- 3 Cas particulier de l'outre-mer

Enquêtes de concurrence

III.150

Généralités

III.150.1

- 1 Enquêteurs

2	Obligation de loyauté	
3	Opposition, désobéissance et obstruction	
	Enquêtes simples / sous contrôle judiciaire	III.150.2
1	Enquêtes « simples »	
2	Enquêtes sous contrôle judiciaire	
	Autorité de la concurrence : saisine et instruction	III.151
	Saisine	III.151.1
1	Saisine largement ouverte	
2	Saisine « in rem »	
3	Modalités de la saisine	
4	Mesures conservatoires	
5	Délai de saisine – Prescription	
6	Communication de la saisine	
7	Irrecevabilité, rejet, désistement et non-lieu	
	Instruction	III.151.2
1	Droits des parties et bon déroulement de la procédure	
2	Notification des griefs	
3	Réponse des entreprises	
4	Notification du rapport	
5	Réponse des entreprises	
	Décision de l’Autorité de la concurrence	III.152
	Séance	III.152.1
1	Convocation	
2	Déroulement	
3	Droits de la défense	
	Preuves	III.152.2
1	Efficacité	
2	Preuves se suffisant à elles-mêmes	
3	Faisceau d’indices graves, précis et concordants	
	Recours	III.152.3
1	Nature du recours	
2	Décisions susceptibles de recours	
3	Conditions	
4	Sursis à exécution	
5	Article 700 du code de procédure civile	
6	Recours abusif	
7	Pourvoi en cassation	
	Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : Autorité de la concurrence	III.153
	Mesures conservatoires	III.153.1
1	Logique d’efficacité	
2	Conditions	
3	Mesures	
4	Recours	
	Injonctions	III.153.2
1	Contenu	
2	Non-respect	
	Publication	III.153.3
1	Modalités	
2	Mission pédagogique : des publications ciblées	
	Astreintes	III.153.4
1	Cas	
2	Montant	
	Engagements	III.153.5
1	Présentation générale	
2	Procédure	
3	Exécution des engagements	

Sanctions pécuniaires – Montant de base	III.156
Présentation	III.156.1
1 Généralités	
2 Détermination du montant de base	
Gravité des faits	III.156.2
1 Principe	
2 Pratique anticoncurrentielle	
3 Marché affecté par la pratique	
4 Connaissance par l'entreprise fautive du caractère prohibé de sa pratique	
L'importance du dommage causé à l'économie	III.156.3
1 Généralité du dommage	
2 Éléments d'appréciation	
La durée de la pratique anticoncurrentielle	III.156.4
1 Principe	
2 Application d'un coefficient	
3 Ententes dans les marchés publics	
 Sanctions pécuniaires – Ajustements	 III.157
Individualisation de la sanction	III.157.1
1 Notion d'individualisation	
2 Circonstances atténuantes	
3 Circonstances aggravantes	
4 Autres éléments	
5 Récidive	
Montant maximum	III.157.2
1 Mouvement de simplification	
2 Dispositif actuel	
Clémence, transaction et capacité contributive	III.157.3
1 Principe	
2 Transaction	
3 Clémence : la participation à la preuve	
4 Ajustement à la capacité contributive de l'entreprise	
 Sanctions des micro-pratiques anticoncurrentielles : ministre chargé de l'économie	 III.158
Champ d'application	III.158.1
1 Genèse	
2 Pratiques concernées	
3 Conditions	
Déclenchement de la procédure	III.158.2
1 Articulation des compétences du ministre de l'Économie et de l'Autorité de la concurrence	
2 Information et observations des entreprises	
Décision de l'administration	III.158.3
1 Typologie	
2 Injonction	
3 Transaction	
Réponses des entreprises	III.158.4
1 Généralités	
2 Acceptation	
3 Refus	
 Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : autres autorités	 III.159
Sanctions spéciales pénales et civiles	III.159.1
1 Généralités	
2 Sanction pénale spéciale	
3 Nullité spéciale	
Dol et entente anticoncurrentielle	III.159.2
1 Nullité et/ou responsabilité : le choix de la victime	
2 Dol précontractuel et compétence juridictionnelle	
 Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : conditions	 III.160

Généralités	III.160.1
1 Enjeux	
2 Les textes	
3 Articulation des contentieux indemnitaire et concurrentiel	
Fait dommageable	III.160.2
1 Une pratique anticoncurrentielle	
2 Preuve de la pratique dommageable	
Préjudice concurrentiel	III.160.3
1 Préjudices réparables	
2 Preuve : présomptions	
3 Évaluation	
Lien de causalité	III.160.4
1 Preuve	
2 Faute de la victime	
 Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : procédure	 III.161
Personnes responsables	III.161.1
1 Imputabilité	
2 Coauteurs	
Actions en indemnisation	III.161.2
1 Compétence juridictionnelle	
2 Prescription	
3 Transaction	
Accès aux preuves	III.161.3
1 Cadre général	
2 Communication et production de pièces	
3 Accès au dossier des autorités de concurrence	
 LES PROCÉDURES DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC	 III.20
Seuils : logique générale	III.200
Seuil de mise en concurrence et seuils des procédures	III.200.1
1 Mise en concurrence et procédures : entre universalité et adaptation	
2 Mise en concurrence et « petits » marchés : vers une logique d'efficience	
Seuils et choix des procédures	III.200.2
1 Secteurs classiques	
2 Secteurs des industries de réseaux	
3 Marchés de défense ou de sécurité	
Conséquences contentieuses du non-respect des seuils	III.200.3
1 Conséquences contentieuses (renvois)	
 Typologie des seuils : Code de la commande publique	 III.202
Seuils applicables à compter du 1^{er} janvier 2022	III.202.1
1 Nouveaux seuils à compter du 1 ^{er} janvier 2022	
2 Seuils applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2022 selon les catégories de marchés	
Seuils applicables du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021	III.202.2
1 Seuils du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021	
2 Seuils du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 selon les catégories de marchés	
Seuils applicables entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 décembre 2019	III.202.3
1 Entrée en vigueur du Code de la commande publique	
2 Seuils applicables entre le 1 ^{er} avril 2019 et le 31 décembre 2019 selon les catégories de marchés	
 Typologie des seuils : autres textes	 III.203
Directives de l'Union européenne	III.203.1
1 Seuils à partir du 1 ^{er} janvier 2022	
2 Seuils antérieurs	
Droit français	III.203.2
1 Textes et seuils	
2 Ordonnance n° 2015-899 et décret n° 2016-360 : seuils entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 31 mars 2019	
3 Seuils applicables sous l'empire du Code des marchés publics	

Computation des seuils	III.204
Mode de computation	III.204.1
1 Règles communes à tous les marchés	
2 Travaux : l'opération	
3 Fournitures et services : l'homogénéité	
Aménagements	III.204.2
1 Besoins imprévisibles	
2 Lots de faible montant	
 Les marchés à procédure adaptée	 III.206
Champ d'application des marchés passés selon une procédure adaptée	III.206.1
1 Introduction	
2 Les marchés à procédure adaptée de l'article R. 2123-1-1° du CCP (marchés de valeur inférieure aux seuils européens)	
3 Les marchés à procédure adaptée de l'article R. 2123-1-3° du CCP (services sociaux et autres services spécifiques)	
4 Traitement particulier des marchés publics de services juridiques de représentation (art. R. 2123-1-4° du CCP)	
5 Marchés mixtes	
6 Qualité des personnes contractantes	
7 Marchés des opérateurs de réseaux	
Passation des marchés selon une procédure adaptée	III.206.2
1 Cadre général : principe du libre choix de la procédure à suivre	
2 Détermination des mesures de publicité	
3 Détermination des mesures de mise en concurrence	
Conclusion des marchés passés selon une procédure adaptée	III.206.3
1 Achèvement de la procédure	
2 Forme du marché	
3 Contenu des marchés	
4 Signature des marchés	
Contrôle des marchés passés selon une procédure adaptée	III.206.4
1 Contrôle administratif	
2 Contrôle juridictionnel	
Exécution des marchés passés selon une procédure adaptée	III.206.5
1 Exécution financière	
2 Conclusion d'avenants	
3 Sous-traitance	
 Caractéristiques générales de l'appel d'offres	 III.215
Présentation de l'appel d'offres	III.215.1
1 Positionnement de l'appel d'offres au sein des procédures formalisées	
2 Caractéristiques générales de l'appel d'offres	
Champ d'application de la procédure d'appel d'offres	III.215.2
1 Appel d'offres obligatoire	
2 Appel d'offres facultatif	
Phases de la procédure	III.215.3
1 Des phases très encadrées	
2 Caractéristiques générales du déroulement de la procédure d'appel d'offres	
 Déroulement de l'appel d'offres	 III.216
Lancement de la procédure	III.216.1
1 Avis de préinformation et avis de marché	
2 Délais de réception des candidatures et des offres	
3 Transmission des documents de la consultation et des dossiers	
Examen des candidatures	III.216.2
1 Notion d'examen des candidatures	
2 Réduction du nombre de candidats	
3 Décision sur les candidatures	
Sélection des offres	III.216.3
1 Obligations préalables (procédure restreinte)	

- 2 Élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables
- 3 Examen des offres – Absence de négociation
- 4 Demande de précisions par l'acheteur
- 5 Équivalence d'offres
- 6 Choix de l'attributaire du marché

Fin de l'appel d'offres **III.217**

Mise au point **III.217.1**

- 1 Présentation de la mise au point
- 2 Contenu de la mise au point
- 3 Régime de la mise au point
- 4 Conséquences de la mise au point

Procédure infructueuse **III.217.2**

- 1 Notion de procédure infructueuse
- 2 Conséquences de l'infructuosité de la procédure

Suite non donnée à l'appel d'offres pour motif d'intérêt général **III.217.3**

- 1 Caractéristiques de la décision de ne pas donner suite
- 2 Autorité compétente
- 3 Pouvoir de l'administration
- 4 Motifs de la décision
- 5 Information des soumissionnaires

Cadre général de la procédure avec négociation **III.220**

Négociation et droit des marchés publics **III.220.1**

- 1 Négociation et contrat
- 2 Montée en puissance de la négociation dans le droit des marchés publics

Les hypothèses de procédures avec négociation prévues au Code de la commande publique – Présentation générale **III.220.2**

- 1 Approche des hypothèses de la procédure avec négociation dans le CCP
- 2 Caractère dérogatoire et interprétation stricte des hypothèses de procédure avec négociation
- 3 Problèmes de frontières

Régime général de la procédure avec négociation **III.220.3**

- 1 Le recours à la procédure avec négociation, un droit ou une obligation ?
- 2 Soumission aux principes fondamentaux du traité et aux principes, dispositions et règles générales du Code de la commande publique
- 3 Règles spécifiques au déroulement de la procédure avec négociation
- 4 Règles que l'administration se fixe spontanément (Tu patere legem quam ipse fecisti)

Présentation générale des hypothèses de la procédure avec négociation **III.220.4**

- 1 Évolution des hypothèses
- 2 Application de la procédure avec négociation en dessous des seuils européens

Hypothèses de recours à la procédure avec négociation **III.221**

Absence de solutions immédiatement disponibles (art. R. 2124-3, 1°) **III.221.1**

- 1 Hypothèse introduite en 2016
- 2 Logique nouvelle
- 3 Définition des solutions immédiatement disponibles

Solution innovante (art. R. 2124-3, 2°) **III.221.2**

- 1 Hypothèse nouvelle
- 2 Définition du besoin qui consiste en une solution innovante

Marchés comportant des prestations de conception (art. R. 2124-3, 3°) **III.221.3**

- 1 Origine
- 2 Textes actuels
- 3 Champ d'application

Circonstances particulières (art. R. 2124-3, 4°) **III.221.4**

- 1 Textes
- 2 Les circonstances particulières liées à la nature du marché
- 3 Les circonstances particulières liées à la complexité du marché
- 4 Circonstances particulières liées au montage juridique et financier du marché
- 5 Risques liés au marché

Impossibilité d'établir les spécifications techniques du marché avec une précision suffisante (art. R. 2124-3, 5°) III.221.5

- 1 Origines
- 2 Textes actuels
- 3 Des spécifications difficiles à déterminer
- 4 Nature des prestations susceptibles d'être concernées

Marchés passés après un appel d'offres pour lequel seules des offres irrégulières ou inacceptables ont été reçues (CCP, art. R. 2124-3, 6°) III.221.6

- 1 Caractéristiques de la procédure infructueuse en cause
- 2 Conditions relatives aux offres
- 3 Conditions relatives aux modalités de consultation ultérieure
- 4 Décision d'infructuosité et contrôle du juge administratif

Les hypothèses de marchés passés sans publicité et mise en concurrence III.222

Présentation III.222.1

- 1 Article L. 2122-1 du Code de la commande publique
- 2 Hypothèses de recours au marchés passés sans publicité ni mise en concurrence

Urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et imprévisibles (art. R. 2122-1 du CCP) III.222.2

- 1 Une hypothèse formulée en termes restrictifs
- 2 Conditions générales de recours à l'article R. 2122-1 du CCP
- 3 Première condition : des circonstances imprévisibles et extérieures
- 4 Deuxième condition : Urgence impérieuse
- 5 Lien de causalité entre ces deux conditions
- 6 Rapport établi par l'acheteur

Procédure infructueuse en cas d'absences de candidature ou d'offre ou en présence de candidatures irrecevables ou d'offres inappropriées (art. R. 2122-2 du CCP) III.222.3

- 1 Caractéristiques de la procédure infructueuse en cause
- 2 Conditions relatives aux offres et aux candidatures
- 3 Conditions relatives aux modalités de consultation ultérieure
- 4 Décision d'infructuosité et contrôle du juge administratif

Prestations ne pouvant être fournies que par un opérateur déterminé pour des raisons artistiques, techniques ou liées à l'existence de droits d'exclusivité (art. R. 2122-3 du CCP) III.222.4

- 1 Hypothèse traditionnelle
- 2 Raisons artistiques
- 3 Raisons techniques
- 4 Protection de droits d'exclusivité
- 5 Problème du savoir-faire

Marchés complémentaires de fournitures (art. R. 2122-4-1° du CCP) III.222.5

- 1 Notion de marché complémentaire
- 2 Suppression de conditions initiales
- 3 Conditions maintenues pour les marchés complémentaires de fournitures
- 4 La (fausse) suppression du cas des marchés complémentaires de services ou de travaux (ex-art. 35-II-5° du Code des marchés publics)

Achat de matières premières cotées et achetées en bourse (art. R. 2122-4-2° du CCP) III.222.6

- 1 Nouveauté de cette hypothèse en 2006
- 2 Caractéristiques de cette hypothèse
- 3 Conditions de recours

Achat dans des conditions particulièrement avantageuses (art. R. 2122-5 du CCP) III.222.7

- 1 Nouveauté de cette hypothèse en 2006
- 2 Caractéristiques
- 3 Conditions de recours
- 4 Compatibilité avec la directive 2014/24/UE

Lauréat d'un concours (art. R. 2122-6 du CCP) III.222.8

- 1 Caractéristiques de cette hypothèse

Répétition de services ou de travaux similaires (art. R. 2122-7 du CCP) III.222.9

- 1 Notion de marché de prestations similaires
- 2 Nature et logique des marchés similaires
- 3 Conditions tenant aux marchés à passer
- 4 Conditions tenant au marché initial
- 5 Marchés similaires et clauses de reconduction

6 Marchés similaires et accords-cadres

Marchés répondant à un besoin dont la valeur est inférieure à 40 000 € HT (art. R. 2122-8 du CCP) III.222.10

1 Réunion de plusieurs hypothèses en 2016

2 Les marchés publics répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros HT

3 Suppression de l'hypothèse des marchés publics répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens, lorsque la mise en concurrence est impossible ou manifestement inutile en raison notamment de l'objet du marché public ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré

4 Compatibilité avec le droit européen des marchés publics

Marchés de fournitures de livres non scolaires inférieurs à certains seuils (art. R. 2122-9 du CCP) III.222.11

1 Présentation

2 Conditions

Marchés de travaux, de fournitures ou de services innovants (art. R. 2122-9-1 du CCP) III.222.12

1 La pérennisation d'un dispositif expérimental

2 Les conditions des achats innovants

Marchés de fournitures concernant des produits fabriqués uniquement à des fins de recherche, d'essai, d'expérimentation, d'étude ou de développement (art. R. 2122-10 du CCP) III.222.13

1 Une hypothèse progressivement rapprochée – d'un texte à l'autre – des directives communautaires

2 Conditions d'application

Déroulement des procédures avec négociation III.225

Cadre général du déroulement de la procédure avec négociation III.225.1

1 Remarque préalable

2 Définition générale de la procédure avec négociation (CCP, art. L. 2124-3)

3 Déroulement de la procédure avec négociation

4 Caractère non exhaustif des dispositions propres à la procédure avec négociation

5 Annonce des développements

Consultation de candidats III.225.2

1 Règles applicables à la consultation de candidats

2 Publicité et délais de réception des candidatures

3 Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre

4 Examen des candidatures

5 Consultation des candidats admis à présenter des offres

6 Examen des offres initiales

Négociation III.225.3

1 Caractéristiques générales de la négociation

2 Principe de liberté

3 Limites à la négociation

4 Modalités de la négociation

Fin de la procédure III.225.4

1 Possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de mettre fin à la procédure à tout moment

2 Attribution du marché

3 Achèvement de la procédure

Marchés négociés après procédure infructueuse de l'article R. 2124-3-6° du CCP III.225.5

1 Spécificité de cette hypothèse

2 Procédure pour déclarer l'infructuosité de l'appel d'offres

3 Choix de la procédure pour relancer la consultation

4 Procédure négociée avec ou sans publicité

5 Procédure d'appel d'offres

6 Secret des premières offres

Le dialogue compétitif III.231

De l'appel d'offres sur performances au dialogue compétitif III.231.1

1 Origine de la procédure : l'appel d'offres sur performances

2 Évolution de l'appel d'offres sur performances

3 Justifications du recours à l'appel d'offres sur performances

4 Appel d'offres sur performances et loi MOP

5 La procédure d'appel d'offres sur performances

Caractéristiques du dialogue compétitif III.231.2

1 Genèse du dialogue compétitif

2	Définition du dialogue compétitif	
3	Dialogue compétitif et autres procédures	
4	Hypothèses initiales du recours au dialogue compétitif	
	Le dialogue compétitif dans le code de la commande publique	III.231.3
1	Définition	
2	Elargissement des hypothèses de recours au dialogue compétitif	
3	Dialogue compétitif et autres procédures	
4	Procédure	
	La conception-réalisation	III.234
	Présentation générale de la procédure de conception-réalisation	III.234.1
1	Textes applicables	
2	Particularités de la conception-réalisation	
3	Procédures des marchés de conception-réalisation	
	Champ d'application de la procédure de conception-réalisation	III.234.2
1	Champ d'application	
2	Conditions d'utilisation	
	Déroulement de la procédure de conception-réalisation	III.234.3
1	Caractéristiques	
2	Appel public à la concurrence	
3	Documents de consultation	
4	Jury	
5	Sélection des candidats	
6	Prestations attendues des candidats	
7	Audition des candidats	
8	Précisions et clarification des offres	
9	Décision finale d'attribution	
10	Primes	
11	Absence d'offre acceptable	
12	Spécificité des pièces constitutives du marché	
13	La part d'exécution réservée aux PME	
	Le concours	III.235
	Généralités sur le concours	III.235.1
1	Historique	
2	Caractéristiques générales du concours	
	Organisation de la consultation	III.235.2
1	Deux opérations essentielles	
2	Mise en place du jury – Caractéristiques essentielles	
3	Composition du jury	
4	Attributions du jury	
5	Documents de consultation : Règlement et programme du concours	
	Règles générales de procédure appliquées au concours	III.235.3
1	Règles applicables	
2	Procédure ouverte ou restreinte	
3	Avis de concours	
4	Établissement de la liste des candidats admis à concourir	
5	Renonciation à la procédure	
6	Garanties pour les candidats	
	Règles de procédures propres au concours	III.235.4
1	Remise des prestations	
2	Anonymat ?	
3	Examen des prestations par le jury	
4	Choix du ou des lauréats du concours	
5	Suites données au concours	
6	Primes	
	Les marchés de maîtrise d'œuvre	III.236
	Historique	III.236.1
1	L'évolution de la réglementation des marchés de maîtrise d'œuvre avant 2001	

2	Changements avec le code 2001	
3	Changements en 2004	
4	Changements avec le code 2006	
	Généralités	III.236.2
1	Définition des marchés de maîtrise d'œuvre	
2	Contrats de maîtrise d'œuvre publique	
3	Contrats d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage	
4	Seuils et montant du marché	
5	Marchés à prix provisoires (code 2001, art. 18-III – code 2006, art. 19-III)	
6	Appréciation des capacités	
7	Marchés de maîtrise d'œuvre, accords-cadres et marchés à bon de commande	
8	Choix par l'assemblée délibérante des collectivités et établissements publics locaux	
	Marchés de maîtrise d'œuvre à procédure adaptée	III.236.3
1	Généralités	
2	Particularités des MAPA de maîtrise d'œuvre par rapport aux autres MAPA	
	Concours de maîtrise d'œuvre	III.236.4
1	Généralités	
2	Champ d'application	
3	Déroulement du concours	
	Procédures particulières	III.236.5
1	Dispense de concours au profit d'autres procédures	
2	Abrogation des hypothèses spécifiques de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence	
	L'ORGANISATION DE LA CONSULTATION	III.30
	Initiative de la consultation	III.300
	Détermination des besoins à satisfaire	III.300.1
1	Définition et présentation générale	
2	Nécessité de « besoins »	
3	Caractère préalable de la détermination des besoins	
4	Détermination avec précision de la nature et de l'étendue des besoins	
5	Réponse exclusive aux besoins de la personne publique et développement durable	
	Définition des prestations par des spécifications techniques	III.300.2
1	Généralités	
2	Formulations des spécifications techniques	
3	Nature des spécifications techniques	
4	Spécifications techniques et concurrence	
	Préparation du projet	III.300.3
1	Problématique	
2	Études préalables à l'exécution	
3	Opérations préalables à l'exécution	
	Décision de lancer la procédure	III.300.4
1	Décision et déclaration d'intention	
2	Autorité compétente pour lancer la procédure	
3	Conséquences sur le marché du lancement de la procédure par une autorité incompétente	
	Mutualisation et groupement de l'achat public : typologie	III.305
	Présentation générale	III.305.1
1	Intérêt et difficultés de l'achat groupé	
2	Formules d'achat groupé	
3	Autres formules	
	Coordination au sein d'un même pouvoir adjudicateur	III.305.2
1	Présentation	
2	Formule du marché unique	
3	Formule des marchés multiples	
	Formules de coopération entre maîtres d'ouvrage publics	III.305.3
1	Présentation	
2	Coordination (mandat et conduite d'opération)	
3	Transfert de la maîtrise d'ouvrage à une même personne morale publique (EPCI, SPL, GIP)	
4	Le groupement de commandes sans personnalité morale)	
5	La maîtrise d'ouvrage unique (CCP, art. L. 2422-12)	

Mutualisation et groupement de l'achat public : les groupements de commande	III.307
Présentation générale des groupements de commandes	III.307.1
1 Évolutions	
2 Intérêt et limites de la formule du groupement de commandes	
Formules de groupements de commandes – Caractéristiques communes	III.307.2
1 Objet et forme des marchés groupés	
2 Nature du groupement de commandes	
3 Composition du groupement de commandes	
4 Convention constitutive du groupement	
5 Formule du groupement transnational	
Formule de droit commun du groupement de commandes	III.307.3
1 Caractéristiques générales	
2 Composition de la commission d'appel d'offres du groupement	
3 Déroulement de la procédure de passation du marché ou de l'accord-cadre	
4 Contrôles et responsabilités	
Formule intégrée de groupements de commandes	III.307.4
1 Rôle particulier de l'un des membres du groupement	
2 Autres précisions	
 Mutualisation et groupement de l'achat public : les centrales d'achat	 III.309
Présentation générale des centrales d'achat	III.309.1
1 Présentation générale	
2 Multiplication des centrales d'achat public	
3 Exemples de centrales d'achat	
Création et fonctionnement des centrales d'achat	III.309.2
1 Création des centrales d'achat	
2 Le recours aux centrales d'achats	
 Modes de dévolution : présentation générale	 III.310
Diversité des modes de dévolution	III.310.1
1 Typologies traditionnelles des modes de dévolution	
2 Problématique	
Allotissement et marché unique	III.310.2
1 Principe général de l'allotissement	
2 Hypothèses permettant la passation d'un marché unique	
3 Sanction de l'obligation d'allotir	
4 Textes spéciaux imposant un mode de dévolution particulier	
Contrats globaux	III.310.3
1 Renouveau des contrats globaux	
2 Contrats spéciaux et commande hors Code des marchés publics	
3 Contrats de performance énergétique	
 Modes de dévolution : allotissement	 III.312
Constitution des lots	III.312.1
1 Allotissement et « marchés fractionnés »	
2 Caractéristiques du lot	
3 Autonomie des lots	
Modes de dévolution du marché et décomposition en lots	III.312.2
1 Généralités	
2 Marchés séparés	
3 Marché à l'entreprise générale	
4 Marchés avec groupement	
Organisation d'une consultation par lots	III.312.3
1 Généralités	
2 Documents de la consultation	
3 Informations à faire figurer dans les documents de la consultation	
4 Examen des candidatures	
5 Présentation des offres, examen et attribution des lots	
6 Suite de la procédure	

Modes de dévolution : cotraitance

III.313

Groupements momentanés d'entreprises – Principes

III.313.1

- 1 Groupement momentané d'entreprises et code des marchés publics
- 2 Forme du groupement et transformation après attribution du marché (code 2006, art. 51.VII)
- 3 Convention de groupement

Groupement momentané des entreprises et droit de la concurrence

III.313.2

- 1 Liberté de groupement et droit de la concurrence (code 2006, art. 51-I, al. 1)
- 2 Quelles règles du droit de la concurrence ?
- 3 Conséquences sur la passation des marchés publics et des accords-cadres

Candidature du groupement et présentation de l'offre

III.313.3

- 1 Modalités de constitution du GME (code 2006, art. 51-IV et VII)
- 2 Moment de la constitution du GME (code 2006, art. 51-V)
- 3 Admission des candidatures des membres du GME par la personne publique
- 4 Présentation de l'offre – acte d'engagement (code 2006, art. 51-III et 51-IV)
- 5 Analyse des offres

0.100 Table des matières – Tome 2

PARTIE III

LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

L'ORGANISATION DE LA CONSULTATION	III.30
Publicité – Présentation	III.320
Caractéristiques générales de la publicité	III.320.1
1 Finalité de la publicité	
2 Nature des mesures de publicité	
Champ d'application des obligations de publicité	III.320.2
1 Principe	
2 Régime de la publicité en procédure adaptée	
3 Exception des marchés passés sans publicité préalable	
Seuils de la publicité	III.320.3
1 Seuils	
2 Montant des seuils	
Autorité des règles de publicité	III.320.4
1 Formalités substantielles	
2 Autorité des modèles européens de publicité	
Publicité – Avis	III.321
Avis de préinformation	III.321.1
1 Principe	
2 Champ d'application de l'avis de préinformation	
3 Régime	
4 Effet de la publicité sur les délais de réception des offres	
5 Caractère facultatif de l'avis de préinformation	
6 Engagement de la personne publique par l'avis	
7 L'avis périodique indicatif des entités adjudicatrices	
Avis d'appel public à la concurrence – Principes	III.321.2
1 Modalité de la publicité	
2 Champ d'application de l'obligation d'avis d'appel public à la concurrence	
3 Appel ponctuel à la concurrence	
4 Modèles d'avis d'appel public à la concurrence	
Avis d'appel public à la concurrence – Mentions	III.321.3
1 Présentation générale	
2 Mentions obligatoires	
Avis relatif à l'intention de conclure un marché ou un accord-cadre	III.321.4
1 Outil de sécurisation des procédures	
2 Modalités d'utilisation et caractéristiques de l'avis	
Publicité – Modalités, supports et contenu	III.322
Organes et voies de publication	III.322.1
1 Présentation des organes de publication	
2 Règles générales de publication	
3 Frais de publication	
4 Choix de l'organe de publication	

5	Autres organes de publication	
	Délais de remise des candidatures et des offres mentionnés dans les avis de publicité	III.322.2
1	Caractères généraux	
2	Nature des délais	
3	Précisions sur les délais d'urgence	
4	Procédure de dialogue compétitif	
5	Computation des délais	
	Contrôle juridictionnel des obligations de publicité	III.322.3
1	Contrôle de l'application des règles de publicité dans le cadre du référé précontractuel	
2	Contrôle de l'application des règles de publicité dans le cadre du référé contractuel	
3	Irrégularités susceptibles d'être sanctionnées	
	Dossier de consultation des entreprises – Présentation	III.326
	Régime général	III.326.1
1	Présentation du dossier de consultation des entreprises	
2	Contenu du dossier de consultation des entreprises	
3	Importance du dossier de consultation des entreprises	
4	Dématérialisation du dossier de consultation des entreprises	
5	Préparation du dossier de consultation des entreprises	
6	Transmission du DCE au contrôle de légalité (marchés locaux)	
	Exigences générales du dossier de consultation des entreprises	III.326.2
1	Observations préalables	
2	Documents non contraires aux règles relatives à la commande publique	
3	Documents non discriminatoires	
4	Documents exacts	
5	Documents cohérents	
6	Documents complets	
7	Documents intelligibles	
8	Documents précis	
	Dossier de consultation des entreprises – Contenu	III.327
	Règlement de la consultation	III.327.1
1	Nature juridique du règlement de la consultation	
2	Contenu du règlement de la consultation	
3	Répartition des informations entre le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence	
4	Répartition des informations entre le règlement de la consultation et les autres documents de la consultation	
	Programme de l'opération	III.327.2
1	Procédures exigeant la communication du programme de l'opération	
2	Caractéristiques du programme	
	Pièces appelées à devenir les pièces constitutives du marché	III.327.3
1	Principes	
2	Acte d'engagement	
3	Cahiers des charges	
4	Autres documents	
	Pièces propres à faciliter aux candidats la compréhension du dossier	III.327.4
1	Caractéristiques des documents informatifs	
2	Incidences des documents informatifs sur la régularité de la procédure et la responsabilité du pouvoir adjudicateur	
	Dossier de consultation des entreprises – Diffusion	III.328
	Modalités de communication du dossier de consultation	III.328.1
1	Règles générales	
2	Moment de la communication	
3	Délais de communication	
4	Modalités de la communication	
	Gratuité du dossier de la consultation	III.328.2

1 Règle générale de gratuité	
2 Possibilité de facturation des frais de reprographie	
Modification des conditions de la consultation	III.328.3
1 Principes généraux	
2 Modification avant le dépôt des offres	
3 Modification après le dépôt des offres	
4 Cas particulier de la procédure de dialogue compétitif	
Etablissement des candidatures	III.330
Etablissement des candidatures – Principes	III.330.1
1 Présentation générale	
2 Documents types	
3 Formulaires facultatifs	
4 Déclaration unique de marché européen	
Etablissement des candidatures – Justificatifs	III.330.2
1 Règles générales pour tous les justificatifs	
2 Justificatifs attestant de la recevabilité des candidatures	
3 Documents et renseignements justifiant de l’admissibilité des candidatures	
4 Renseignements en matière de défense	
5 Autres justificatifs ?	
Etablissement des candidatures – Vérification de la recevabilité	III.330.3
1 Vérification de la recevabilité de la candidature et renseignements complémentaires pouvant être exigés des candidats (art. 46-I)	
Etablissement des offres	III.333
Modalités de présentation de l’offre	III.333.1
1 Généralités	
2 Acte d’engagement	
3 Importance de l’acte d’engagement	
4 Autres documents ou échantillons	
Régime de l’offre	III.333.2
1 Principes d’irrévocabilité et d’intangibilité de l’offre	
2 Principe de non-indemnisation des offres	
3 Secret des offres	
Transmission des candidatures et des offres	III.335
Régime général de la transmission des candidatures et des offres	III.335.1
1 Transmission des offres (et des candidatures)	
Modalités de la transmission des candidatures et des offres	III.335.2
1 Remise au service contre récépissé	
2 Transmission par voie postale	
3 Transmission des offres (et des candidatures) par voie électronique (CMP 2006, art. 56)	
Traitement des plis	III.336
Respect de la date limite de réception des plis	III.336.1
1 Régime général	
2 Tempéraments	
Enregistrement des candidatures et des offres	III.336.2
1 Règles générales	
2 Cas de l’enregistrement tardif de l’offre	
3 Cas du dysfonctionnement du profil d’acheteur	
Délais de validité des offres	III.336.3
1 Principe	
2 Portée du principe	

LE CHOIX	III.40
Organes de choix	III.400
Nature du choix	III.400.1
1 Sources du choix	
2 Mesure du choix	
3 Encadrement du choix	
Règles applicables aux organes de choix	III.400.2
1 Évolution des règles de compétence des organes de choix	
2 Incidences des règles applicables aux organes de choix	
Organes consultatifs	III.400.3
1 Régime général	
2 Consultations internes	
3 Consultations extérieures	
Dévolution des compétences	III.402
Dévolution des compétences pour les marchés publics de l'Etat	III.402.1
1 Autorité chargée de la procédure de passation des marchés publics	
2 Jury de concours, de maîtrise d'œuvre et de marchés globaux	
3 Mise en place facultative d'instances consultatives	
4 Marchés des établissements publics de l'État	
Dévolution des compétences pour les marchés publics locaux	III.402.2
1 Généralités	
2 Autorité compétente pour les marchés publics locaux	
3 Assemblée délibérante	
4 Commissions d'appel d'offres	
5 Jury	
6 Marchés des établissements publics locaux	
7 Cas des groupements de commande	
Composition et fonctionnement des commissions et des jurys	III.403
Composition des commissions et jurys	III.403.1
1 Commissions d'appel d'offres	
2 Jurys	
3 Groupements de commandes	
Fonctionnement des commissions	III.403.2
1 Généralités	
2 Convocation	
3 Présence	
4 Voix prépondérante	
Conditions d'admission des candidatures	III.410
Recevabilité des candidatures	III.410.1
1 Distinction entre recevabilité et sélection	
2 « Conditions d'accès », « interdictions de soumissionner » et « motifs d'exclusion »	
3 Formes, délais et pouvoirs	
4 Régularisation du dossier de candidature	
5 Déclaration inexacte	
6 Dérogation à une interdiction de soumissionner justifiée par l'intérêt général	
Droit pénal	III.410.2
1 Règles d'exclusion	
2 Infractions concernées	
3 Justifications par l'entreprise	
4 Peine d'exclusion des marchés publics	
Droit du travail	III.410.3

1	Marchandage, travail dissimulé et travail clandestin	
2	Obligation d'emploi de travailleurs handicapés	
	Difficultés des entreprises	III.410.4
1	Liquidation judiciaire	
2	Redressement judiciaire	
	Situation fiscale et sociale	III.410.5
1	Structure des textes	
2	Conditions de l'exclusion	
3	Éléments à produire	
	Incompatibilités	III.410.6
1	Délit d'ingérence ou prise illégale d'intérêts	
2	Autres cas	
	Choix des candidatures – Généralités	III.420
	clé n° 1 : Procédures ouvertes et restreintes	III.420.1
1	Examen des capacités des candidats et types de procédures	
2	Moment de la sélection	
3	Sélection ou élimination	
4	Ampleur de la sélection	
	clé n° 2 : Niveau des garanties	III.420.2
1	Acheteurs	
2	Candidats	
	clé n° 3 : Procédures particulières de sélection	III.420.3
1	Accords-cadres et marchés à bons de commande	
2	Système d'acquisition dynamique	
3	Systèmes de qualification des entités adjudicatrices	
	clé n° 4 : Nombre de candidats	III.420.4
1	Enjeu	
2	Encadrement a priori	
3	Nombre insuffisant	
4	Nombre excessif	
	Critères de sélection des candidatures	III.421
	Choix des critères de sélection des candidatures	III.421.1
1	Caractéristiques générales	
2	Distinction avec les critères de choix des offres	
3	Liste limitative des catégories de critères	
4	Critères objectifs et non-discriminatoires	
5	Publicité	
	Typologie des critères de sélection des candidatures	III.421.2
1	Capacités, aptitudes, garanties et références	
2	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	
3	Capacités économiques et financières	
4	Capacités techniques	
5	Capacités professionnelles	
	Démonstration des capacités	III.422
	Justifications des conditions de participation	III.422.1
1	Caractéristiques générales	
2	Justifications particulières	
3	Régularisation	
	Garanties par tiers	III.422.2
1	Problématique	
2	Groupes de société	
3	Sous-traitance	
4	Groupements	

Décision de choix des candidatures	III.423
Règles de compétence	III.423.1
1 Renvoi au régime général	
2 Marchés de l'État	
3 Marchés locaux	
Information des candidats	III.423.2
1 Information spontanée des candidats	
2 Information sollicitée par les candidats	
Contrôle du juge et conséquences indemnitaires	III.423.3
1 Contrôle des obligations de publicité et de mise en concurrence	
2 Indemnisation des candidats irrégulièrement écartés	
Critères de choix : choix des critères et mise en œuvre	III.430
Choix des critères	III.430.1
1 Objectif des critères	
2 Liste de critères	
3 Encadrement général des critères	
Mise en œuvre des critères	III.430.2
1 Transparence et publicité des critères	
2 Pondération et hiérarchisation	
3 Sous-critères	
Typologie des critères de choix	III.431
Prix, coût et cycle de vie	III.431.1
1 Prix ou coût, critère minimum	
2 Critère du prix	
3 Critère du coût	
Qualité, délai et autres critères	III.431.2
1 Typologies	
2 Première catégorie : la qualité et autres critères	
3 Deuxième catégorie : les délais d'exécution et autres critères	
4 Troisième catégorie : l'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel	
Critères de choix et considérations environnementales et/ou sociales	III.432
Considérations environnementales	III.432.1
1 Droit européen	
2 Droit national	
Considérations sociales	III.432.2
1 Problématique	
2 Conditions d'exécution	
3 Critère de choix	
Examen des offres – Les défauts des offres	III.433
Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées : notions	III.433.1
1 Évolution des termes	
2 Offre irrégulière	
3 Offre inacceptable	
4 Offre inappropriée	
Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées : régime	III.433.2
1 Conséquence sur l'offre : élimination ou régularisation	
2 Conséquences sur la suite de la procédure	
Offres anormalement basses : problématique	III.433.3
1 Impératifs contradictoires	
2 Difficultés d'appréciation	
3 Réponse des textes	

Offres anormalement basses, première étape : la détection III.433.4

- 1 Comparaison avec des éléments extérieurs
- 2 Prise en compte de caractéristiques intrinsèques

Offres anormalement basses, deuxième étape : la vérification

III.433.5

- 1 Instauration d'une procédure contradictoire
- 2 Demande de l'acheteur
- 3 Précisions et justifications fournies par l'entreprise

Offres anormalement basses, troisième étape : la décision III.433.6

- 1 Rejet de l'offre : obligation ou faculté ?
- 2 Contentieux de l'offre anormalement basse

Examen des offres – Classement, variantes et systèmes de préférence

III.434

Classement des offres

III.434.1

- 1 Logique du classement
- 2 Autorité compétente
- 3 Classement et contrôle des candidatures

Variantes

III.434.2

- 1 Notion
- 2 Conditions
- 3 Examen

Systèmes de préférence

III.434.3

- 1 Principe général de neutralité et PME
- 2 SCOP, producteurs agricoles, artisans, artistes et entreprises adaptées
- 3 Pays tiers et préférence européenne, le cas particulier des « secteurs spéciaux »

Attribution / Abandon de la procédure

III.436

Choix entre attribution et abandon de la procédure

III.436.1

- 1 Décision d'attribution et achèvement de la procédure (renvois)
- 2 Possibilité de déclarer une procédure sans suite à tout moment

Information relative au renoncement à la procédure ou au lancement d'une nouvelle procédure

III.436.2

- 1 Droit de l'Union européenne
- 2 Droit national

Information des concurrents évincés

III.438

Information immédiate et spontanée des concurrents évincés

III.438.1

- 1 Articulation avec l'information sur demande des entreprises évincées
- 2 Présentation synthétique de l'obligation d'information spontanée
- 3 Procédures concernées / contenu de l'information
- 4 Délai minimum avant signature : le délai de suspension ou de stand still

Information à la demande des concurrents évincés

III.438.2

- 1 Articulation avec l'information spontanée
- 2 Présentation synthétique de l'obligation d'information sur demande des entreprises
- 3 Information sur demande en MAPA
- 4 Information sur demande en procédure formalisée
- 5 L'encadrement de la divulgation des informations

Présentation synthétique de l'obligation d'informer les concurrents évincés

III.438.3

- 1 Sous l'empire de l'ordonnance n° 2015-899 et du décret n° 2016-360
- 2 Sous l'empire du Code de la commande publique

LA CONCLUSION DU MARCHÉ PUBLIC

III.50

Formation du marché – Autorisations et contrôles préalables et signature

III.500

Généralités

III.500.1

- 1 Formalisme du marché public
- 2 Succession des opérations concourant à la formation du marché public

3	Notion d'« opération complexe »	
4	Marché public et opération complexe	
	Autorisations préalables	III.500.2
1	Autorisations budgétaires	
2	Autorisations administratives	
	Contrôles préalables	III.500.3
1	Principe	
2	Contrôle des départements ministériels	
3	Contrôle financier	
4	Avis du responsable ministériel des achats	
	Signature du marché	III.500.4
1	Délai de signature	
2	Modalités de signature	
3	Existence du marché	
4	Caractère définitif ou non du marché	
	Formation du marché – Approbation, transmission, notification et autres formalités	III.503
	Approbation	III.503.1
1	Champ d'application	
2	Effets	
3	Pouvoirs de l'autorité de tutelle	
4	Nature de l'approbation	
5	Contentieux	
	Transmission pour contrôle de légalité	III.503.2
1	Remarque préalable	
2	Portée de la transmission	
3	Entités soumises à l'obligation de transmission	
4	Nature de la transmission	
5	Champ d'application de l'obligation de transmission	
6	Délai de transmission	
7	Formalités	
8	Effets de la transmission ou de la non-transmission	
	Notification	III.503.3
1	Caractères généraux	
2	Lien avec l'exécution du marché	
3	Procédure	
4	Retard ou absence de notification	
	Avis d'attribution et autres formalités	III.503.4
1	Avis d'attribution de marché	
2	Information du préfet pour les marchés locaux	
3	Recensement économique des marchés publics après conclusion	
4	Transparence des données essentielles des marchés publics	
5	Archivage des dossiers relatifs aux marchés publics	
	Conditions de validité du marché	III.510
	Principes généraux	III.510.1
1	Principes communs avec le droit privé	
2	Principes spécifiques au droit public	
	Qualité des parties	III.510.2
1	Compétence de la personne publique	
2	Capacité du titulaire	
	Autres conditions de validité	III.510.3
1	Consentement	
2	Le contenu du contrat	
3	Forme écrite	
	Régularisation du marché	III.520

Considérations générales	III.520.1
1 Problématique de la régularisation d'un marché public	
2 Notion de régularisation	
3 Régularisation et irrégularité	
Licéité de la régularisation	III.520.2
1 Précisions préalables	
2 Hypothèses de régularisation autorisée	
3 Régularisations illicites	
4 Régularisations autorisées sous conditions	
Conséquences à tirer de la possibilité ou de l'impossibilité de « régulariser » le marché public	III.520.3
1 Présentation générale	
2 Continuation du même contrat sans aucune correction	
3 Continuation du même contrat après correction de l'irrégularité	
4 Nouveau contrat se substituant à l'ancien	
5 Indemnisation du cocontractant	
 LE CONTRÔLE DE LA PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC	 III.60
Accès aux documents administratifs – Considérations générales	III.600
Présentation générale de la liberté d'accès aux documents administratifs	III.600.1
1 Cadre juridique	
2 Un accès « sur demande »	
3 Rôle de la CADA	
4 Intérêt des demandes de communication de documents administratifs en matière de marché public	
Procédure de communication des documents administratifs	III.600.2
1 Accès à la procédure	
2 Déroulement de la procédure	
 Accès aux documents administratifs – Documents administratifs communicables	 III.601
Notion de document administratif communicable	III.601.1
1 Définition fonctionnelle du document administratif	
2 État du document administratif pour qu'il soit communicable	
Les limites et réserves à la communication	III.601.2
1 Les secrets s'opposant à la communication	
2 Réserve des droits de propriété littéraire et artistique	
Exemples de documents communicables en matière de marchés publics	III.601.3
1 Documents relatifs à la procédure de consultation	
2 Documents constitutifs du marché	
3 Documents concernant l'exécution du marché	
4 Marchés passés	
5 Rapports divers	
 Déféré préfectoral – Caractéristiques générales et recevabilité	 III.610
Nature du recours	III.610.1
1 Du contrôle administratif au contrôle juridictionnel	
2 La double nature du déféré préfectoral	
Requérant	III.610.2
1 Compétence préfectorale	
2 Condition de recevabilité	
Acte	III.610.3
1 Actes susceptibles de déféré préfectoral	
2 Marchés publics et actes soumis à obligation de transmission	
Délai	III.610.4
1 Un délai de deux mois	
2 Prorogations	

Déféré préfectoral – Fond	III.612
Moyens	III.612.1
1 Moyens de légalité	
2 Exemples	
Pouvoirs du juge du déféré	III.612.2
1 Des pouvoirs variables selon la nature de l’acte attaqué	
2 Suspension	
Recours pour excès de pouvoir – Place dans l’architecture contentieuse	III.620
Contentieux objectif de l’annulation de l’acte détachable	III.620.1
1 Contentieux objectif	
2 Impact de l’illégalité ou de l’annulation de l’acte détachable sur le contrat	
Articulation avec le recours en contestation de la validité du contrat	III.620.2
1 Recours pour excès de pouvoir (REP) : généralité des tiers et concurrents évincés	
2 REP en dehors des jurisprudences Tropic et Tarn-et-Garonne	
3 REP et jurisprudence Tropic	
4 REP et jurisprudence Tarn-et-Garonne	
Recours pour excès de pouvoir – Recevabilité	III.621
Actes	III.621.1
1 Recours pour excès de pouvoir et actes unilatéraux	
2 Recours pour excès de pouvoir et contrat	
Requérant	III.621.2
1 Conditions	
2 Entreprise concurrente	
3 Groupement de défense	
4 Membre d’un organe délibérant	
5 Usager et/ou contribuable local	
Délai	III.621.3
1 Point de départ et durée	
2 Prorogation	
Recours pour excès de pouvoir – Moyens	III.623
Caractéristiques des moyens d’excès de pouvoir	III.623.1
1 Moyens de légalité	
2 Actes supports de l’illégalité	
3 Moyens particuliers	
4 Moyens, causes juridiques et cristallisation	
Typologie des moyens	III.623.2
1 Incompétence	
2 Vice de forme et vice de procédure	
3 Violation directe de la loi	
4 Erreurs quant aux motifs	
5 Détournement de pouvoir	
Recours pour excès de pouvoir – Référé suspension	III.626
Mise en perspective de la procédure de référé-suspension	III.626.1
1 Origine	
2 Place au sein des référés administratifs	
Conditions du référé-suspension	III.626.2
1 Conditions de recevabilité	
2 Conditions de fond	
Recours en indemnisation de l’entreprise évincée	III.630
Responsabilité pour faute	III.630.1

1 Conditions de responsabilité et exonération	
2 Faute personnelle et faute de service	
3 Illégalités et comportements	
Régime du recours	III.630.2
1 Articulation avec les autres recours	
2 Procédure	
3 Sommes demandées	
Recours en indemnisation de l'entreprise évincée : le préjudice	III.631
Préjudice et chance d'obtenir le contrat	III.631.1
1 Certitude du préjudice et chance d'obtenir le contrat	
2 Degré de chance et étendue de l'indemnisation	
Entreprises non dépourvues de toute chance	III.631.2
1 Principe du remboursement des frais	
2 Situations où l'entreprise n'est pas dépourvue de toute chance	
3 Frais engagés	
Entreprises ayant des chances sérieuses	III.631.3
1 Principe de l'indemnisation du manque à gagner	
2 Évaluation de la chance d'emporter le marché	
3 Évaluation du manque à gagner	
Préjudice commercial	III.631.4
1 Notion	
2 Indemnisation ?	
Contestation de la validité du contrat par les parties : mise en perspective	III.640
Origine : de la nullité à la contestation de validité du contrat	III.640.1
1 D'un recours à l'autre	
2 Nullité : la simple constatation d'un vice	
3 Contestation de la validité du contrat : le prononcé d'une sanction adaptée	
Contexte : un nouveau recours dans une nouvelle architecture contentieuse	III.640.2
1 Une jurisprudence clé dans une évolution générale	
2 Relations contractuelles et office du juge	
Contestation de la validité du contrat par les parties : par voie d'action ou par voie d'exception	III.641
Par voie d'action : le recours direct contre le contrat	III.641.1
1 Délai de recours, moment de l'action et prescription	
2 Mode d'emploi en trois questions	
3 L'irrégularité est-elle invocable ?	
4 Le contrat doit-il être écarté ?	
5 Le contrat doit-il être résilié ou annulé ?	
Par voie d'exception : la contestation du contrat à l'occasion d'un litige relatif à son exécution	III.641.2
1 Délai, litiges concernés et évolution du considérant de principe	
2 Le principe : l'application du contrat et l'exigence de loyauté	
3 L'exception : le contrat écarté	
Contestation de la validité du contrat par les parties : les vices de validité	III.642
Vices relatifs à la passation	III.642.1
1 Spécificités	
2 Typologie	
Vices relatifs au contenu du contrat	III.642.2
1 Spécificités	
2 Typologie	
Référés précontractuels et contractuels : mise en perspective	III.650
Place dans l'histoire : émergence et mutations des référés précontractuels et contractuels	III.650.1
1 Origine commune : l'approche européenne de l'efficacité des recours	

2	Évolution des textes : panorama rapide	
3	Evolutions jurisprudentielles : les étapes clés	
4	Plan et bibliographie	
	Place dans l'architecture contentieuse	III.650.2
1	Diversité des référés précontractuels et contractuels	
2	Référé précontractuel et référé contractuel	
3	Référé contractuel et recours en contestation de la validité du contrat	
4	Référé contractuel et autres recours	
	Référés précontractuels et contractuels : champ d'application et procédure	III.651
	Champ d'application	III.651.1
1	Contrats relevant des référés précontractuels et contractuels	
2	En référé contractuel, une limite supplémentaire : les procédures de passation concernées	
3	Manquements	
	Autres questions de procédure	III.651.2
1	Compétence	
2	Requête	
3	Instance	
4	Ordonnance : délai	
5	Voies de recours	
	Référés précontractuels et contractuels : recevabilité	III.652
	Requérants	III.652.1
1	Unité entre les référés précontractuels et contractuels	
2	« Intérêt à conclure » le contrat	
3	« Susceptible d'être lésée par le manquement »	
4	État	
	Délai / Moment	III.652.2
1	Référé précontractuel : délai / moment	
2	Référé contractuel : délai / moment	
	Impact du référé précontractuel antérieur sur la recevabilité du référé contractuel	III.652.3
1	Logique : ne pas avoir déposé un référé précontractuel	
2	Garde-fous : le respect de ses obligations par l'acheteur public	
	Référés précontractuels et contractuels : manquements	III.653
	Manquements en référé précontractuel	III.653.1
1	Spécificités du référé précontractuel	
2	Notion de manquement	
3	Obligations de publicité et de mise en concurrence concernées	
	Manquements en référé contractuel	III.653.2
1	Contraintes	
2	Défaut de publicité	
3	Remise en concurrence : accord-cadre et système d'acquisition dynamique	
4	Signature intempestive du contrat	
	Référés précontractuels : manquements – typologie	III.654
	Typologie des manquements en référé précontractuel : préparation de la procédure	III.654.1
1	Qualification du contrat	
2	Choix de la procédure	
3	Organisation et déroulement de la procédure	
	Typologie des manquements en référé précontractuel : de la publicité aux candidatures	III.654.2
1	Publicité	
2	Candidatures	

Typologie des manquements en référé précontractuel : des critères de choix à l'information des entreprises évincées	III.654.3
1 Critères de choix des offres	
2 Offres	
3 Information des entreprises évincées et délai de suspension (stand still)	
Référés précontractuels et contractuels : pouvoirs du juge	III.655
Pouvoirs du juge des référés précontractuels	III.655.1
1 Référé précontractuel : pouvoirs adjudicateurs – secteurs classiques	
2 Référé précontractuel : entités adjudicatrices – secteurs des industries de réseaux	
Pouvoirs du juge des référés contractuels	III.655.2
1 Mise en œuvre	
2 Nullité sauf raisons impérieuses	
3 Diversité des pouvoirs en cas de signature intempestive du contrat	
Délit de « favoritisme » : origine et éléments constitutifs	III.656
Origine	III.656.1
1 Contexte	
2 Textes	
Éléments constitutifs	III.656.2
1 Avantage injustifié à autrui	
2 Acte contraire à certaines dispositions	
3 Intention	
Délit de « favoritisme » : personnes poursuivies et régime	III.657
Auteur, complice et receleur	III.657.1
1 Auteur principal	
2 Complicité	
3 Recel	
Régime	III.657.2
1 Compétence du juge pénal	
2 Saisine	
3 Prescription	
4 Sanctions	
Contestation de la validité du contrat par les tiers : mise en perspective	III.660
Place dans l'histoire : l'émergence de nouveaux recours	III.660.1
1 Tropic : un nouveau recours pour les seuls concurrents évincés	
2 Extension par cercles concentriques : à chacun son recours, concurrents évincés, parties, préfet	
3 Tarn-et-Garonne : tous les tiers intéressés, rien que les tiers intéressés	
Place dans l'architecture contentieuse	III.660.2
1 Triple impact	
2 Point d'impact : l'action nouvelle, ou le vide comblé	
3 Effet direct sur le recours pour excès de pouvoir et émergence d'un recours en résiliation du contrat	
4 Effet induit : modification de l'intérêt de certains recours, ou le renouvellement des stratégies contentieuses	
Place dans le temps : la modulation de l'entrée en vigueur des régimes jurisprudentiels	III.660.3
1 Problématique du revirement rétroactif : entre fiction et réalité	
2 Entrée en vigueur de la jurisprudence Tropic	
3 Entrée en vigueur de la jurisprudence Tarn-et-Garonne	
Contestation de la validité du contrat par les tiers : compétence et recevabilité	III.665
Règles générales	III.665.1
1 Compétence	
2 Recevabilité	
Actes	III.665.2
1 Contrats administratifs	

2	Clauses	
	Requérant	III.665.3
1	La généralité des tiers : « Tout tiers susceptible d’être lésé dans ses intérêts... »	
2	Tiers privilégiés : représentant de l’Etat et membres de l’organe délibérant	
	Délai	III.665.4
1	Durée	
2	Point de départ – Notion de mesures de publicité appropriées	
3	Mesures existantes, des mesures appropriées ?	
	Contestation de la validité du contrat par les tiers : vices	III.666
	Notions	III.666.1
1	Les termes employés	
2	L’expression « vice de la validité du contrat »	
	Vices invocables et moyens opérants : le lien entre requérant et moyen	III.666.2
1	Généralités de tiers (dont les concurrents évincés)	
2	Tiers privilégiés : membres de l’organe délibérant des collectivités territoriales et représentant de l’État	
	Contestation de la validité du contrat par les tiers : pouvoirs du juge	III.667
	Choix des pouvoirs	III.667.1
1	Le juge au centre du jeu	
2	Considérant de principe et plan	
	Poursuite de l’exécution du contrat et mesures de régularisation	III.667.2
1	Poursuite du contrat avec ou sans régularisation	
2	Délai de régularisation	
3	Conséquences du non-respect de l’injonction de régulariser	
	Anéantissement du contrat	III.667.3
1	Logique générale et intérêt général	
2	Résiliation	
3	Annulation	
	Indemnisation	III.667.4
1	Conclusions	
2	Indemnisation et autres pouvoirs	
3	Recours en contestation de la validité du contrat ou recours direct en indemnisation ?	
	Suspension	III.667.5
1	Fondement : article L. 521-1 du CJA	
2	Conditions	
	Anéantissement du contrat (ou absence de contrat) : hypothèses et conséquences	III.680
	Hypothèses concernées	III.680.1
1	Anéantissement et absence de contrat	
2	Victimes	
	Conséquences	III.680.2
1	Absence d’effet juridique du marché	
2	Remise des choses en l’état et restitutions	
3	Conséquences indemnitaires	
	Actions indemnitaires	III.680.3
1	Fondements de l’action	
2	Changement de cause juridique : de la responsabilité contractuelle à la responsabilité extracontractuelle	
3	Compétence et procédure	
	Anéantissement du contrat : enrichissement sans cause et dépenses utiles	III.681
	Responsabilité pour enrichissement sans cause	III.681.1
1	Caractères de la responsabilité	
2	Conditions de la responsabilité	
3	Faute de la victime	

Indemnisation des dépenses utiles	III.681.2
1 Notion de dépenses utiles	
2 Typologie des dépenses utiles	
3 « Prix du marché » et « rémunération que le marché aurait procurée »	

Anéantissement du contrat : faute et préjudice III.682

Responsabilité pour faute	III.682.1
1 Caractères de la responsabilité	
2 Conditions de la responsabilité	
3 Faute de la victime	

Préjudice indemnisable	III.682.2
1 Consistance	
2 Limite de l'indemnisation	

Tableau récapitulatif : les recours des entreprises III.690

Concurrents évincés	III.690.1
1 Les recours avant la signature du contrat	
2 Les recours après la signature du contrat	

Cocontractant ou ancien cocontractant	III.690.2
1 Les recours avant l'anéantissement du contrat	
2 Les recours après l'anéantissement du contrat	

PARTIE IV

L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

DÉTERMINATION DES OBLIGATIONS IV.10

Les documents contractuels IV.100

Caractères généraux du contrat IV.100.1

- 1 Caractère contractuel des marchés
- 2 Forme écrite
- 3 Signature
- 4 Pluralité de documents
- 5 Clauses nécessaires, obligatoires et illicites

Le régime des cahiers des charges IV.100.2

- 1 Catégories et fonctions
- 2 Nature des cahiers des charges
- 3 Caractère facultatif des cahiers des charges

Les CCAG IV.100.3

- 1 Généralités
- 2 Options et dérogations
- 3 CCAG-Travaux
- 4 CCAG-FCS
- 5 CCAG-PI
- 6 CCAG-MI
- 7 CCAG-TIC
- 8 CCAG-MOE

Les autres documents généraux IV.100.4

- 1 Cahiers des clauses techniques générales
- 2 Documents techniques
- 3 Contrats types

Les autres documents contractuels IV.100.5

- 1 Cahiers particuliers
- 2 Documents contractuels relatifs aux prix et quantités
- 3 Autres documents

La portée du contrat	IV.101
La force obligatoire	IV.101.1
1 Principe et contenu de la force obligatoire des conventions	
2 Champ d'application de la force obligatoire des conventions	
3 Clauses en langue étrangère	
4 Erreurs	
5 Respect des droits des tiers	
L'effet relatif	IV.101.2
1 Principe et contenu de l'effet relatif des conventions	
2 Applications aux situations contractuelles classiques	
3 Dérogations	
4 Applications aux situations contractuelles spéciales	
5 Dommage causé au tiers au cours de l'exécution du contrat	
Catégories de marchés	IV.103
Classification selon le régime du contrat	IV.103.1
1 Qualification du contrat	
2 Objet du contrat	
3 CCAG applicable	
4 Réciprocité des obligations	
5 Incidence de la nature du titulaire (avant 2016)	
6 Incidence de la nature du titulaire (à partir de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 juillet 2015)	
Classification selon les obligations	IV.103.2
1 Origine privatiste	
2 Catégories d'obligations	
Subdivisions des louages	IV.103.3
1 Contrat d'entreprise	
2 Louage de choses	
3 Contrats de transports	
Subdivision des autres contrats	IV.103.4
1 Contrats translatifs de droits réels	
2 Contrats de représentation	
3 Contrats financiers	
Intervention d'une centrale d'achat ou d'un coordonnateur	IV.103.5
1 Statut de centrale	
2 Contrat n'ayant pas le caractère de mandat	
3 Passation des contrats pour le compte d'adjudicateurs	
4 Intervention d'un coordonnateur	
5 Coordination interne	
Contrats composites	IV.103.6
1 Notion	
2 Principaux contrats composites	
Tableau	IV.103.7
1 Tableau des principaux contrats simples	
Détermination des règles applicables	IV.110
Principes généraux d'exécution	IV.110.1
1 Forme et la place des principes	
2 Principes fondamentaux	
3 Règles non érigées en principe	
Incidence de l'ordre public	IV.110.2
1 Notion d'ordre public	
2 Place de l'ordre public	
Principe d'interprétation	IV.112
Principes d'interprétation commun avec le droit privé	IV.112.1

1 Règles d'interprétation figurant au Code civil	
2 Obligations de moyens et de résultat	
3 Obligations implicites	
Loyauté contractuelle	IV.112.2
1 Principe	
2 Vices invalidants ou non le contrat	
3 Manquements à la loyauté contractuelle	
Autres Principes propres au droit administratif	IV.112.3
1 Règles d'ordre public	
2 La position de cliente de l'administration	
3 L'inférence d'autres règles de droit public	
Règles contractuelles d'interprétation	IV.112.4
1 Hiérarchie des actes contractuels	
2 Autres règles	
Sources écrites	IV.114
Textes de droit public	IV.114.1
1 Droit de l'Union	
2 Droit interne antérieur à 2019	
3 Code de la commande publique	
Droit privé	IV.114.2
1 Code civil	
2 Autres textes	
3 Dispositions sectorielles	
Application outre-mer	IV.114.3
1 Structure des textes	
2 Départements	
3 Territoires	
Règles techniques	IV.115
Normalisation	IV.115.1
1 Statut de la normalisation	
2 Catégorie de normes	
Spécifications techniques	IV.115.2
1 Historique	
2 Droit actuel	
Autres documents	IV.115.3
1 Certifications	
2 Prescriptions générales	
3 Performance énergétique	
Clauses sur les règles techniques	IV.115.4
1 CCAG divers et anciens	
2 CCAG travaux	
Sources non écrites	IV.116
Jurisprudence	IV.116.1
1 Pouvoir normatif	
2 Pouvoir interprétatif	
Coutumes et usages du commerce ou de la profession	IV.116.2
1 Sources	
2 Place des usages	
Règles de l'art	IV.116.3
1 Notion	
2 Force	
Déontologie	IV.116.4

1	Origine et portée	
2	Analyse par profession	
	Application du droit dans le temps	IV.117
	Application des textes dans le temps	IV.117.1
1	Principes généraux	
2	Règles propres aux marchés publics	
	Cas de la jurisprudence	IV.117.2
1	Le principe de l'application immédiate	
2	Les dérogations	
	Avenants et mise en concurrence (marchés antérieurs à 2016)	IV.121
	Conclusion de l'avenant et concurrence	IV.121.1
1	Problématique	
2	Avenant augmentant de plus de 5 % le montant du marché initial	
	Avenant et mise en concurrence initiale	IV.121.2
1	Avenant et procédure de passation du marché initial : franchissement des seuils	
2	Avenant et contenu de la mise en concurrence initiale : ampleur de la modification	
	Modification du contrat sans avenant	IV.125
	Décision de poursuivre	IV.125.1
1	Notion	
2	Conditions	
	Pouvoir de modification unilatérale	IV.125.2
1	Notion	
2	Existence	
3	Conditions d'exercice	
4	Indemnisation	
5	Aménagements contractuels	
6	Régime particulier des marchés de communication	
	Novation par changement d'obligations	IV.125.3
1	Notion	
2	Régime	
3	Illégalité probable du procédé	
	Modifications du contrat pendant l'exécution	IV.127
	Historique et problématiques	IV.127.1
1	Problématiques	
	Conditions de validité	IV.127.2
1	Principes généraux	
2	Distinctions des modifications	
3	Modifications prévues	
4	Prestations supplémentaires	
5	Modifications résultant de circonstances imprévisibles	
6	Modifications non substantielles	
7	Modifications mineures	
	Avenants	IV.127.3
1	Généralités	
2	Non-rétroactivité	
3	Avis de la Commission d'appel d'offres	
4	Régime juridique de l'avenant	
	Modifications imposées fondées sur une clause	IV.127.4
1	Décision de poursuivre	
2	Autres méthodes de modifications consenties par avance	
	Pouvoir de modification unilatérale	IV.127.5
1	Notion	

- 2 Existence
- 3 Conditions d'exercice
- 4 Indemnisation
- 5 Aménagements contractuels

Cession du marché

IV.130

Cession par le titulaire

IV.130.1

- 1 Notions
- 2 Légalité de la cession
- 3 Opposabilité de la cession
- 4 Incidences d'une cession irrégulière
- 5 Changements d'actionnariat
- 6 Cessions forcées

Cession conventionnelle par ou à l'administration

IV.130.2

- 1 Cession par l'administration
- 2 Cession par un tiers à l'administration

Cession légale par l'administration

IV.130.3

- 1 Principales hypothèses
- 2 Effets

0.100 Table des matières – Tome 3

PARTIE IV

L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	IV.20
Force majeure et exception d'inexécution	IV.200
Obligation d'exécution	IV.200.1
1 Sources et étendue	
2 Caractère personnel de l'obligation d'exécuter	
3 Atténuations à l'obligation d'exécuter	
Force majeure	IV.200.2
1 Notion	
2 Conséquences de la force majeure	
3 Principaux cas de force majeure	
Exception d'inexécution	IV.200.3
1 Absence d'exception pour le titulaire	
2 Exception d'inexécution au profit de l'administration	
Obligations générales	IV.203
Domiciliation et représentation	IV.203.1
1 Domiciliation et notifications	
2 Représentation de l'opérateur	
3 Représentation de la personne publique	
Obligations garantissant l'administration	IV.203.2
1 Contrôle de l'exécution	
2 Obligation d'assurance	
3 Obligation d'information	
Secret et confidentialité	IV.203.3
1 Obligations contractuelles	
2 Droit administratif extracontractuel	
3 Droit pénal	
Obligations sociales et environnementales	IV.204
Points communs aux clauses sociales et environnementales	IV.204.1
1 Historique et pratique des clauses	
2 Base juridique actuelle des clauses sociales et environnementales	
3 Clauses sociales et environnementales des CCAG	
4 Autres clauses	
Contrôles sociaux de l'administration	IV.204.2
1 Obligations légales de contrôle	
2 Autres contrôles sociaux	
Cession d'entreprise et marchés publics	IV.204.3
1 Dispositif légal	
2 Clauses sur la cession	
Durée du marché	IV.210
Notion de durée	IV.210.1
1 Distinction des contrats à durée fixée et à durée prévisionnelle	
2 Contrats à durée prévisionnelle	

3 Contrats à exécution instantanée	
4 Contrats à durée fixe	
Régime de la durée	IV.210.2
1 Sources	
2 Régime général	
3 Dérogations à la libre fixation de la durée	
4 Contrats de longue durée	
5 Mesures de la durée	
6 Expiration de la durée	
Reconduction	IV.210.3
1 Notion de reconduction	
2 Nécessité d'une clause	
3 Légalité du marché	
4 Historique du régime de la reconduction	
5 Mécanisme des clauses (depuis 2011)	
6 Question de l'indemnisation	
Délais d'exécution	IV.215
Caractère exécutoire du marché	IV.215.1
1 Détermination de la date	
2 Conséquence d'une date d'effet non conforme	
Clauses conditionnelles et suspensives	IV.215.2
1 Notion et modalités	
2 Effets de la non-réalisation	
3 Effets de la réalisation	
4 Marchés à tranches optionnelles	
5 Modifications des délais dans les marchés de travaux	
6 Intempéries et marchés de travaux	
7 Modifications des délais dans les CCAG autres que le CCAG travaux	
Délais d'exécution du titulaire	IV.215.3
1 Types de délais	
2 Détermination des délais	
3 Décompte des délais	
4 Fixation du point de départ des délais d'exécution	
5 Ordre de service tardif ou prématuré	
Retards de l'administration	IV.215.4
1 Source et type de délais	
2 Responsabilité pour allongement de chantier	
Délais et Covid-19	IV.215.5
1 Généralités	
2 Prolongation des délais	
3 Interdiction des sanctions	
4 Résiliation d'intérêt général	
5 Suspension et ajournement	
6 Résiliation	
7 Prolongation des contrats	
Pénalités et primes	IV.220
Notion de pénalité	IV.220.1
1 Réparation forfaitaire	
2 Réparation alternative	
Contrôle juridictionnel	IV.220.2
1 Historique	
2 Principes du contrôle	
3 Exemples d'application	
4 Procédure	
Conditions formelles	IV.220.3
1 Nécessité d'une clause	

2	Cessation à la fin des relations contractuelles	
3	Principe de la mise en demeure préalable	
4	Caractère facultatif pour l'administration	
	Règle de l'imputabilité	IV.220.4
1	Principe de l'imputabilité	
2	Application en marchés séparés	
	Calcul du nombre de jours	IV.220.5
1	Application en cas de groupement	
2	Période pertinente	
3	Décompte des jours	
	Mode de paiement	IV.220.6
1	Intégration au décompte	
2	Litige	
	Compléments sur les pénalités pour retards dans l'exécution	IV.220.7
1	Cas d'application	
2	Montant des pénalités	
	Autres pénalités au profit de l'administration	IV.220.8
1	Pénalités de retards divers	
2	Pénalités d'indisponibilité	
	Primes et pénalités au profit du titulaire	IV.220.9
1	Pénalités de retard au profit de l'entreprise	
2	Primes	
	Sanctions coercitives	IV.225
	Catégories de sanctions	IV.225.1
1	Résiliation	
2	Droit de résilier	
3	Exécution aux frais et risques (mise en régie)	
4	Mesures diverses	
	Existence du pouvoir de sanction	IV.225.2
1	Sources	
2	Existence de plein droit	
3	Limitation contractuelle	
	Conditions de procédure	IV.225.3
1	Autorité compétente	
2	Mise en demeure	
3	Droits de la défense	
4	Mise en œuvre	
5	Règles particulières pour les groupements (marchés de travaux)	
	Exigence d'une faute	IV.225.4
1	Les caractères de la faute	
2	Fautes hors de l'exécution matérielle	
3	Abandon de chantier	
4	Retards	
5	Malfaçons et refus d'exécution	
6	Motifs financiers	
7	Violations du droit social	
8	Fautes propres à certains contrats	
	Conséquences d'une sanction justifiée	IV.225.5
1	Conséquences pécuniaires de la résiliation simple	
2	Conséquences d'une résiliation avec passation d'un nouveau contrat	
3	Conséquences non pécuniaires	
	Conséquences d'une sanction injustifiée au fond	IV.225.6
1	Principes généraux	
2	Indemnisation	
	Sanction de la violation des règles de procédure	IV.225.7
1	Validité de la sanction	

2 Conséquences financières

Sous-traitance – Notion et champ d’application IV.230

Notion de sous-traitance IV.230.1

- 1 Aspects économiques
- 2 Définition juridique et sources internes
- 3 Validation par le droit de l’Union

Champ d’application matériel de la loi IV.230.2

- 1 Caractère d’ordre public
- 2 Nature du contrat principal
- 3 Nature et objet du sous-contrat
- 4 Degré du sous-contrat

Champ d’application géographique de la loi IV.230.3

- 1 Champ d’application territorial en France d’outre-mer [avant le Code de la commande publique]
- 2 Champ d’application ultra-marin (régime du Code de la commande publique)
- 3 Contrats comportant des éléments d’extranéité
- 4 Le problème de la sous-traitance à l’étranger

Distinction entre secteur public et secteur privé IV.230.4

- 1 Exclusivité des secteurs
- 2 Critère de distinction (avant le Code de la commande publique)
- 3 Critères depuis le Code de la commande publique
- 4 Conséquences de la distinction

Droit de sous-traiter IV.230.5

- 1 Droit conditionné
- 2 Interdiction de la sous-traitance totale
- 3 Libertés du titulaire

Droits et obligations directes des sous-traitant IV.230.6

- 1 Obligations environnementales
- 2 Actions en justice
- 3 Responsabilité quasi-délictuelle subsidiaire du sous-traitant
- 4 Incitation à sous-traiter

Sous-traitance – Acceptation et agrément IV.235

Modalités de l’acceptation et de l’agrément IV.235.1

- 1 Présentation par l’entrepreneur principal
- 2 Cas particulier des marchés de la défense et de la sécurité
- 3 Conditions de fond

Conséquences de l’acceptation et de l’agrément IV.235.2

- 1 Droit au paiement direct
- 2 Absence de relation contractuelle entre maître de l’ouvrage et sous-traitant
- 3 Bénéfice des théories spéciales du droit administratif

Défaut d’acceptation ou d’agrément IV.235.3

- 1 Effets contractuels
- 2 Non-application de la loi sur la sous-traitance
- 3 Privilège et actions diverses
- 4 Responsabilité quasi-délictuelle du maître de l’ouvrage

La propriété matérielle et la détention IV.240

Mécanismes juridiques IV.240.1

- 1 Transfert de propriété
- 2 Clause de réserve de propriété
- 3 Dépôt
- 4 Rétention

Clauses sur les biens meubles IV.240.2

- 1 Remise au titulaire de biens et moyens
- 2 Transfert de propriété au titulaire
- 3 Transfert de propriété à l’administration
- 4 Effet de la cession des biens

Biens immeubles	IV.240.3
1 Propriété de la construction	
2 Propriété des découvertes	
Propriété littéraire et artistique	IV.250
Sources et spécificité de la propriété littéraire et artistique	IV.250.1
1 Transfert de la compétence	
2 Sources	
3 Spécificité de la propriété littéraire et artistique	
Les œuvres protégées	IV.250.2
1 La condition d'originalité	
2 L'appréciation de l'originalité	
Les droits patrimoniaux	IV.250.3
1 Détermination du titulaire	
2 Distinction des droits	
3 Durée des droits patrimoniaux	
4 Cession des droits	
Les droits extrapatrimoniaux	IV.250.4
1 Régime général	
2 Droit de divulgation	
3 Droit de repentir	
4 Droit au nom	
5 Droit au respect de l'œuvre	
Particularités des logiciels	IV.250.5
1 La problématique de la brevetabilité	
2 Les droits patrimoniaux	
3 La durée de la protection	
4 Le régime de la protection	
5 La restriction des droits moraux	
Données publiques et vie privée	IV.250.6
1 Les données publiques	
2 La protection de la vie privée	
Les logiciels libres	IV.251
La notion de logiciel libre	IV.251.1
1 Historique	
2 La différence avec les logiciels propriétaires	
3 La cession des droits dans le logiciel libre	
4 L'obligation de redistribuer dans les mêmes conditions	
Les clauses des licences	IV.251.2
1 La réglementation française	
2 Des licences américaines	
3 Les licences françaises	
4 Compatibilité avec le droit français	
Les avantages techniques et économiques	IV.251.3
1 Les avantages techniques	
2 Le modèle économique	
L'usage administratif des logiciels libres	IV.251.4
1 Problématique	
2 La simple obtention de logiciels libres	
3 L'obtention de services	
4 La réalisation pour le compte de l'administration	
5 La diffusion des logiciels libres	
6 Le contentieux	
L'avenir du logiciel libre	IV.251.5
1 Vers la généralisation du modèle ?	
2 L'intérêt d'une intervention législative	

Propriété industrielle	IV.252
Sources du droit	IV.252.1
1 Droit interne	
2 Droit international	
3 Droit de l'union	
Différents droits	IV.252.2
1 Brevets d'invention et certificats d'utilité	
2 Dessins et modèles	
3 Marques	
4 Autres droits	
5 Méthodes et savoir-faire	
Clauses des CCAG relatives à la propriété intellectuelle	IV.255
Points communs (nouveaux CCAG)	IV.255.1
1 Structure générale	
2 Mode de rédaction	
3 Connaissances antérieures (CCAG PI & CCAG TIC)	
Concession de propriété intellectuelle (CCAG-PI option A)	IV.255.2
1 Principes généraux	
2 Propriété littéraire et artistique	
3 Propriété industrielle	
4 Concessions de droits divers (A 25.1.3)	
5 Clauses communes	
Concession de propriété intellectuelle (CCAG TIC)	IV.255.3
1 Droits sur des biens autres que les logiciels standards (art. A 38)	
2 Logiciels standards (CCAG-TIC) (art. 37)	
Cessions de droits (CCAG PI et CCAG TIC)	IV.255.4
1 Généralités	
2 Droits protégés par la propriété littéraire et artistique (art. B.25.1.1)	
3 Droits relevant de la propriété industrielle (art. B.25.1.2)	
4 Droits divers (art. B.25.1.3)	
5 Clauses communes (B. 25.2)	
6 Garanties (B. 25.3)	
CCAG-PI de 1978	IV.255.5
1 Options et clauses	
2 Clauses sur l'utilisation des résultats	
3 Clauses sur la communication des résultats	
4 Clauses de propriété industrielle	
5 Clause d'assistance de l'option C	
6 Droit de priorité	
7 Garanties d'éviction	
Clauses techniques des CCAG (sauf travaux)	IV.260
Clauses sur l'informatique	IV.260.1
1 Clauses sur les logiciels	
2 Clauses sur la maintenance des systèmes informatiques	
Clauses sur les marchés de réparation	IV.260.2
1 Clauses sur les marchés de réparation et de modification (chapitre 8 du CCAG-MI)	
Clauses communes	IV.260.3
1 Clauses de surveillance et contrôle	
2 Obligations accessoires et diverses	
3 Obligations finales	
Divers marchés de services	IV.265
Contrats d'exploitation de chauffage	IV.265.1
1 Législation contre le gaspillage d'énergie	
2 Autres aspects	

Marchés de transports	IV.265.2
1 Nature et catégories	
2 Transport routier de marchandises	
3 Transports fluviaux	
4 Transports de personnes	
Marchés de services juridiques	IV.265.3
1 Historique	
2 Sources	
3 Contrats avec les avocats	
4 Contrats avec d'autres professionnels du droit	
5 Contrats avec des professions non juridiques	
Contrats d'assurance	IV.265.4
1 Problématique des contrats administratifs d'assurances	
2 Caractéristiques du contrat	
3 Clauses financières	
4 Règles relatives à la réparation du préjudice	
5 Actions en justice	
6 Modification suspension et cession du contrat	
7 Résiliation du contrat	
8 Contrats sociaux d'assurance	
Contrats financiers	IV.265.5
1 Règles communes	
2 Contrats d'emprunt	
3 Le crédit-bail	
Contrats de services matériels	IV.265.6
1 Contrats relatifs aux immeubles	
2 Contrats liés à la publicité	
3 Monétique	
4 Contrats du secteur hospitalier ou relatif à la santé	
5 Véhicules, déplacement	
6 Déchets, eaux	
7 Restauration	
8 Édition, impression	
9 Divers	
Contrats de services immatériels	IV.265.7
1 Commissaires aux comptes	
2 Conseil immobilier et foncier	
3 Activités variées	
4 Conseils financiers et de gestion	
5 Expertises	
6 Spectacles, loisirs	
MODALITÉS D'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION	IV.30
Principes fondamentaux de la maîtrise d'ouvrage publique	IV.320
Notion de maîtrise d'ouvrage	IV.320.1
1 Origine du droit	
2 Terminologie	
3 Analyse de la maîtrise d'ouvrage	
Champ d'application de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique	IV.320.2
1 Vision globale	
2 Qualité du maître d'ouvrage	
3 Nature de l'ouvrage	
4 Dispositions propres aux organismes d'HLM	
5 Notre-Dame de Paris	
6 Le droit de ne pas être maître de l'ouvrage et ses limites	
Co-maîtrise d'ouvrage	IV.320.3
1 Problématique	
2 Régime	

3 Régimes particuliers	
Maîtrise d'ouvrage transfrontalière	IV.320.4
1 Problématique	
2 Organisation de la maîtrise d'ouvrage transfrontalière	
Exécution de la maîtrise d'ouvrage	IV.322
Obligations des maîtres d'ouvrage avant la construction	IV.322.1
1 Les tâches du maître de l'ouvrage	
2 Programme de l'opération	
3 Enveloppe financière prévisionnelle	
4 Passation des contrats	
Obligations des maîtres d'ouvrage pendant la construction	IV.322.2
1 Coordination des travaux	
2 Obligations de contrôle	
3 Exercice du pouvoir de direction	
4 Les ordres de service	
5 Obligation de décoration des constructions publiques	
6 Diagnostic de performance énergétique	
Réalisation de prestations par le maître de l'ouvrage	IV.322.3
1 Maître de l'ouvrage se réservant une partie de la maîtrise d'œuvre	
2 Exercices d'autres fonctions par le maître de l'ouvrage	
Fonds de compensation pour la TVA	IV.323
Mécanismes du Fonds	IV.323.1
1 Généralités	
2 Conditions de régime fiscal	
3 Condition de propriété	
4 Support contractuel de l'investissement	
5 Calcul des sommes dues	
6 Remise en cause des versements	
Incidence des options fiscales du maître d'ouvrage	IV.323.2
1 Hypothèses d'options	
2 Principes de comparaison FCTVA/ déduction ou remboursement fiscal	
Délégation de maîtrise d'ouvrage	IV.324
Champ d'application de la réglementation de la maîtrise d'ouvrage déléguée	IV.324.1
1 Détermination législative	
2 Application conventionnelle	
Nature du contrat	IV.324.2
1 Mandat	
2 Marché	
3 Caractère généralement administratif	
4 Actes de droit international	
Caractéristiques du contrat	IV.324.3
1 Forme écrite	
2 Qualité du délégataire et incompatibilités	
3 Missions déléguables	
4 Clauses du contrat de délégation	
Exécution du contrat	IV.324.4
1 Exécution personnelle	
2 Régime des actions en justice	
3 Responsabilité du mandataire	
4 Responsabilité du mandant ou envers lui	
5 Achèvement de la mission	
Régimes particuliers	IV.324.5
1 Assouplissements de la loi MOP	
2 Régimes spéciaux à l'enseignement	
3 Travaux sur monuments historiques	

4 Société de livraison des jeux olympiques

Archéologie préventive et maîtrise d'ouvrage **IV.326**

Obligations d'archéologie préventive **IV.326.1**

- 1 Notions générales et terminologie
- 2 Ouvrages concernés
- 3 Mécanismes des prescriptions
- 4 La question de la responsabilité

Contrats pour l'exécution des prescriptions **IV.326.2**

- 1 Opérateurs
- 2 Convention de diagnostic d'archéologie préventive
- 3 Contrats de fouilles

Étude et propriété des découvertes **IV.326.3**

- 1 Découverte fortuite
- 2 Vestiges immobiliers
- 3 Vestiges mobiliers

Financement de l'archéologie préventive **IV.326.4**

- 1 Redevance d'archéologie préventive
- 2 Subventions

Entreprise générale, marchés séparés et cotraitance **IV.330**

Organisations sans groupement **IV.330.1**

- 1 Titulaire unique
- 2 Marchés séparés

Distinction entre groupements conjoints et solidaires **IV.330.2**

- 1 Sources et terminologie
- 2 Critères de distinction
- 3 Organisations particulières de la solidarité et/ou de la représentation
- 4 Critères de choix

Analyse des groupements **IV.330.3**

- 1 Instrumentum et negotium
- 2 Représentation
- 3 Solidarité

Forme juridique des groupements **IV.330.4**

- 1 Généralités
- 2 Groupements sans personnalité morale
- 3 Groupements dotés de la personnalité morale

Changements d'organisation **IV.330.5**

- 1 Problématique
- 2 Faisabilité

Maîtrise d'œuvre – Cadre général **IV.340**

Diversité de la maîtrise d'œuvre **IV.340.1**

- 1 Notion de maître d'œuvre
- 2 Bureaux d'études et ingénieurs
- 3 Nature des contrats

Règles propres à l'architecture **IV.340.2**

- 1 Nature de la profession
- 2 Loi sur l'architecture
- 3 Code des devoirs professionnels des architectes

Droit propre à la maîtrise d'œuvre des ouvrages publics **IV.340.3**

- 1 Historique
- 2 Champ d'application du droit actuel
- 3 Séparation de la maîtrise d'œuvre et de la construction
- 4 Mission de base du bâtiment
- 5 Missions en matière de génie civil
- 6 Contrat de maîtrise d'œuvre

7 Missions et fonctions du maître d'œuvre

Détails des missions de maîtrise d'œuvre IV.342

Structure des textes IV.342.1

- 1 Succession de textes
- 2 Bâtiments
- 3 Ouvrages d'infrastructure
- 4 Association des entreprises à la conception

Phase de conception IV.342.2

- 1 Études préliminaires
- 2 Études de diagnostic
- 3 Études d'esquisse
- 4 Études d'avant-projet pour la construction neuve
- 5 Résiliation liée à l'APS
- 6 Nécessité d'un projet réalisable
- 7 Études d'avant-projet pour la réhabilitation et la réutilisation
- 8 Études d'avant-projet pour le génie civil
- 9 Études de projet pour le bâtiment
- 10 Études de projet pour le génie civil
- 11 Mission spécifique d'avant-projet et de projet
- 12 Assistance à la passation des contrats

Phase de réalisation IV.342.3

- 1 Études d'exécution pour le bâtiment
- 2 Études d'exécution pour le génie civil
- 3 Direction des travaux
- 4 Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)
- 5 Assistance à la réception et pendant la garantie de parfait achèvement
- 6 Éléments de mission complémentaires

Prestations des personnes publiques aux communes IV.344

Historique IV.344.1

- 1 Rôle de l'état
- 2 Rôle du département et des agences départementales

Régime actuel, cas d'interventions IV.344.2

- 1 Intervention relevant du Code de la commande publique
- 2 Interventions non soumises au droit des marchés publics
- 3 Interventions des agences départementales

Régime actuel de l'exécution IV.344.3

- 1 Règles communes
- 2 Contrats soumis au droit des marchés publics
- 3 Contrats non soumis au droit des marchés publics

Marchés globaux (sauf partenariats) IV.348

Historique et généralités IV.348.1

- 1 Historique
- 2 Études récentes
- 3 Catégories
- 4 Règles communes aux divers cas de marché global

Conception-réalisation IV.348.2

- 1 Prohibition de principe
- 2 Dérogations sous condition
- 3 Dérogations sans condition

Marchés de performance IV.348.3

- 1 Conditions
- 2 Régime

Marchés sectoriels IV.348.4

- 1 Objet du contrat
- 2 Régime

Partenariat d'innovation	IV.348.5
1 Généralités	
2 Régime	
Marchés globaux ordinaires	IV.348.6
1 Condition	
Exécution des marchés globaux	IV.348.7
1 Points communs à tous les contrats	
2 Aspects propres aux contrats immobiliers	
3 Protection de la maîtrise d'œuvre	
Professions diverses	IV.350
Professionnels intervenant avant la construction	IV.350.1
1 Géologues	
2 Géomètres-experts	
3 Métreurs-vérificateurs	
4 Experts	
5 Archéologues	
Intervenants pendant la construction	IV.350.2
1 Contrôleurs techniques	
2 Assistance à maîtrise d'ouvrage	
3 Économistes de la construction	
4 Artistes	
5 Coordonnateur de la sécurité	
Obligations des parties dans les opérations de construction	IV.360
Préparation du chantier	IV.360.1
1 Avertissement	
2 Période de préparation	
3 Plans d'exécution, études de détail et notes de calculs	
4 Programme d'exécution et calendrier	
5 Gestion de la qualité	
6 Plan d'implantation des ouvrages et piquetage	
Matériaux et matériels, installations	IV.360.2
1 Choix des matériaux	
2 Choix des matériels	
3 Choix des équipements	
4 Installation de chantier	
Exécution des travaux	IV.360.3
1 Exécution matérielle	
2 Régime de l'obligation de conseil	
Obligations finales	IV.360.4
1 Constatations des travaux	
2 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	
3 Obligations de fin de chantier	
Sécurité des personnes sur les chantiers	IV.370
Obligations légales des divers acteurs	IV.370.1
1 Appartenance au droit du travail	
2 Maître de l'ouvrage	
3 Coordonnateur de la sécurité	
4 Contrôleur technique	
5 Entreprises	
6 Maîtres d'œuvre	
Sanctions pénales	IV.370.2
1 Principe de la responsabilité pénale des personnes morales publiques	
2 Sanctions pénales spécifiques	
3 Sanctions pénales générales	
Obligations contractuelles	IV.370.3

- 1 Obligations de sécurité à l'égard du maître d'ouvrage
- 2 Obligations de sécurité à l'égard des tiers
- 3 Obligations de sécurité à l'égard des intervenants
- 4 La langue comme facteur de sécurité

RESPONSABILITÉS	IV.40
Conditions générales des responsabilités patrimoniales	IV.400
Notion de responsabilité	IV.400.1
1 Conditions d'une responsabilité	
2 Différences avec des notions voisines	
Appréciation de l'existence du préjudice	IV.400.2
1 Appréciation à la date du jugement	
2 Preuve du préjudice	
Causalité	IV.400.3
1 Exigence d'un lien de causalité	
2 Caractère direct du lien	
3 Nature du fait générateur	
Imputabilité	IV.400.4
1 Généralités	
2 Imputabilité directe	
3 Imputabilité indirecte au maître de l'ouvrage	
4 Imputabilité indirecte aux constructeurs	
Champ d'application des différentes responsabilités	IV.401
Typologie des responsabilités primaires	IV.401.1
1 Principes généraux	
2 Responsabilités liées au contrat	
3 Responsabilités non liées au contrat	
4 Responsabilité du fait des produits défectueux	
Articulation générale des responsabilités primaires	IV.401.2
1 Absorption des responsabilités non contractuelles par la responsabilité contractuelle	
2 Problématique de la responsabilité extracontractuelle du sous-traitant	
3 Articulation des responsabilités non contractuelles	
Articulation de la responsabilité contractuelle et des responsabilités post-contractuelles	IV.401.3
1 Vue d'ensemble	
2 Limite temporelle	
3 Limite matérielle	
4 Maîtres d'œuvre	
5 Entreprises de construction	
6 Vendeurs	
Responsabilité primaire et responsabilité secondaire	IV.401.4
1 Principe de la responsabilité secondaire	
2 Critères d'appréciation de la responsabilité secondaire	
Solidarité	IV.403
Sources et notions de base	IV.403.1
1 Sources	
2 Distinction entre solidarité parfaite et obligations « in solidum »	
3 Obligations indivisibles	
4 Distinction entre solidarité active et passive	
Solidarité parfaite	IV.403.2
1 Conditions d'existence	
2 Modalités de la solidarité	
3 Représentation induite	
Obligation in solidum	IV.403.3
1 La faute commune causant un dommage indivisible	
2 Personnes pouvant être condamnées	
3 Effets de la solidarité imparfaite	

Mise en œuvre	IV.403.4
1 Prononcé de la solidarité	
2 Solidarité en cas de responsabilités à fondements différents	
3 Subrogation des codébiteurs	
4 Partage des responsabilités	
Indemnisation du préjudice	IV.406
Préjudice indemnisable	IV.406.1
1 Préjudice certain et direct	
2 Principe d'indemnisation intégrale	
3 Déduction des plus-values	
Principes d'évaluation	IV.406.2
1 Circonstances prises en compte	
2 Date d'évaluation	
3 Forme de la réparation	
4 Monnaie d'évaluation	
Préjudices non financiers	IV.406.3
1 Dommages causés à l'ouvrage	
2 Dommages résultant de l'inutilisation de l'ouvrage	
3 Préjudices matériels causés à l'entreprise	
4 Atteinte à la réputation d'une partie	
Préjudices financiers et intérêts	IV.406.4
1 Incidence des règles sur le décompte et de la théorie de l'unité de compte	
2 Point de départ des intérêts	
3 Taux d'intérêt	
4 Capitalisation des intérêts	
5 Incidence des paiements partiels	
6 Calcul des intérêts ordonnés par un jugement	
7 Indemnisation des préjudices financiers par les intérêts	
8 Intérêts compensatoires	
TVA et indemnités	IV.408
Imposition des indemnités et intérêts versés aux entreprises	IV.408.1
1 Indemnités	
2 Intérêts	
Prise en compte de la TVA dans le calcul des sommes dues au maître de l'ouvrage	IV.408.2
1 Indemnités proprement dites	
2 Pénalités et intérêts	
Responsabilités contractuelles – Lien contractuel	IV.410
Exigence d'un contrat	IV.410.1
1 Existence et validité du contrat	
2 Adéquation du contrat invoqué	
Notion de partie au contrat	IV.410.2
1 Règles communes	
2 Règles propres aux personnes publiques	
3 Règles propres aux personnes privées	
4 Spécificité de la responsabilité contractuelle à deux degrés	
Obligations incorporées à une chose	IV.410.3
1 Obligations de droit privé incorporées à une chose	
2 Obligations de droit public liées à la chose	
Aménagements contractuels de la responsabilité	IV.411
Droit d'aménager les responsabilités	IV.411.1
1 Liberté d'aménager	
2 Limites à la liberté des parties	
Variétés d'aménagements contractuels	IV.411.2
1 Aménagement du montant	

2	Suppression de la responsabilité	
3	Renforcement de la responsabilité	
	Clauses des nouveaux CCAG	IV.411.3
1	CCAG-FCS, TIC, MI & PI de 2009	
2	CCAG travaux de 2009	
	Responsabilité contractuelle – Fait générateur	IV.413
	Responsabilité pour faute	IV.413.1
1	La répartition entre faute simple et faute qualifiée	
2	La preuve de la faute	
3	Causes exonératoires de responsabilité	
4	Partage de responsabilités	
	Responsabilité du fait de la garde	IV.413.2
1	Théorie de la garde	
2	Garde des ouvrages en construction	
3	Ouvrages inachevés mis à disposition du maître de l'ouvrage	
4	Garde de l'ouvrage exploité	
	Clauses de garantie	IV.413.3
1	Terminologie	
2	Conditions de la responsabilité	
3	Clauses des CCAG	
	Garantie contractuelle de la responsabilité délictuelle	IV.416
	Problématique	IV.416.1
1	Responsabilité des participants à une opération de travaux publics	
2	Fondements de l'action de la victime	
3	Conséquences de ce régime	
	Garanties par les constructeurs	IV.416.2
1	Garanties par une clause contractuelle	
2	Clauses particulières du CCAG-Travaux de 1976 ou de 2009	
3	Hypothèse de l'absence de clause contractuelle de garantie	
	Garanties par le maître de l'ouvrage	IV.416.3
1	Garantie sans clause contractuelle	
2	Clauses contractuelles garantissant l'entreprise	
	Variation des quantités	IV.417
	Le statut des quantités	IV.417.1
1	Rôle du volume du marché	
2	Clauses du CCAG-Travaux	
3	Obligation d'achever l'ouvrage	
4	Règles procédurales	
	Prévention des dépassements	IV.417.2
1	Mécanisme de prévention des dépassements	
2	Clause de poursuite	
3	Problème des quantités inutiles sans dépassement	
	Augmentation du montant des travaux	IV.417.3
1	Principes généraux	
2	Droit à indemnité	
	Indemnités pour diminution du montant des travaux	IV.417.4
1	Notion de diminution du montant	
2	Franchise d'indemnité	
3	Assiette de l'indemnité	
4	Suppression d'un ouvrage	
	Indemnités pour changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrages	IV.417.5
1	Marchés à prix unitaires	
2	Marchés à prix forfaitaires	
	Cas particuliers	IV.417.6

- 1 Ouvrages ou travaux non prévus au marché
- 2 Marchés à prix forfaitaire et global
- 3 Incidences sur la mission du maître d'œuvre

Travaux supplémentaires et sujétions imprévues IV.418

Travaux supplémentaires utiles IV.418.1

- 1 Travaux prévus au marché, par avenant ou ordre de service
- 2 Travaux faits sur ordre de service illégal
- 3 Travaux après accord implicite
- 4 Travaux sans ordre de service, ni accord

Travaux supplémentaires indispensables IV.418.2

- 1 Droit au paiement des travaux indispensables
- 2 Appréciation du caractère indispensable des travaux

Sujétions imprévues IV.418.3

- 1 Notion de sujétions imprévues
- 2 Illustrations
- 3 Incidence des informations
- 4 Incidence des clauses contractuelles
- 5 Régime

Imprévision et fait du prince IV.420

Notion d'imprévision IV.420.1

- 1 Définition
- 2 Légalité et conventionnalité
- 3 Imprévisibilité du fait
- 4 Caractère du bouleversement
- 5 Poursuite de l'exécution
- 6 Covid-19, imprévision et force majeure

Conséquences de l'imprévision IV.420.2

- 1 Absence d'incidence sur la validité du contrat
- 2 Droit à indemnité

Fait du prince IV.420.3

- 1 Définition
- 2 Droit à indemnité

La responsabilité quasi-délictuelle résultant de l'exécution IV.430

Principes communs IV.430.1

- 1 Notion
- 2 Conditions de la responsabilité
- 3 Mise en œuvre

Responsabilité quasi-délictuelle ou délictuelle du maître de l'ouvrage ou envers lui IV.430.2

- 1 Responsabilité subsidiaire des participants à l'opération de construction
- 2 La responsabilité de la personne publique envers le sous-traitant
- 3 Responsabilité du titulaire d'un contrat nul

Responsabilité entre constructeurs IV.430.3

- 1 Responsabilité du maître d'œuvre envers l'entreprise
- 2 Responsabilité de l'entreprise à l'égard du maître d'œuvre
- 3 Responsabilité entre entreprises et entre maîtres d'œuvre

Responsabilité des tiers ou envers les tiers IV.430.4

- 1 Responsabilité de tiers à l'opération
- 2 Responsabilité envers les tiers
- 3 Garantie délictuelle de la responsabilité délictuelle

La responsabilité quasi-contractuelle résultant de l'exécution IV.431

Condition et régime de la responsabilité quasi-contractuelle IV.431.1

- 1 Notion et hypothèses
- 2 Régime de la responsabilité

Responsabilité des produits défectueux	IV.435
Régime de la responsabilité	IV.435.1
1 Sources	
2 Conditions de la responsabilité	
3 Débiteurs de l'obligation de réparer	
4 Durée de la responsabilité et prescription	
Problème de l'application aux marchés publics	IV.435.2
1 Applicabilité aux marchés publics	
2 Compétence juridictionnelle	
 FIN DES OBLIGATIONS	 IV.50
Modes de résiliation et de rétablissement du contrat	IV.501
Résiliation amiable	IV.501.1
1 Principe	
Résiliation par l'administration	IV.501.2
1 Caractères généraux	
2 Compétence	
3 Procédure et motivation	
Résiliation demandée par le titulaire	IV.501.3
1 Clauses du CCAG travaux de 1976	
2 Clauses des CCAG de 2009	
Résiliation par le titulaire	IV.501.4
1 Résiliation pour faute du pouvoir adjudicateur	
2 Résiliation des contrats de droit privé par le titulaire	
3 Résiliation des contrats administratifs par le titulaire	
Résiliation par le juge	IV.501.5
1 Résiliation juridictionnelle à la demande de la partie privée	
2 Résiliation juridictionnelle à la demande de la partie publique	
3 Résiliation à la demande d'un tiers (avant 2017)	
4 Résiliation à la demande d'un tiers (régime 2017)	
5 La constatation juridictionnelle de la résiliation de fait	
6 La résiliation requalifiée par le juge	
Rétablissement du contrat par le juge	IV.501.6
1 Le contrat résilié par l'administration	
2 Le contrat résilié par la partie privée	
 Motifs de résiliation	 IV.502
Résiliation dans l'intérêt général	IV.502.1
1 Le principe	
Le rôle des clauses	IV.502.2
1 Définitions	
2 L'appréciation du motif d'intérêt général	
Résiliation des contrats irréguliers	IV.502.3
1 Le respect du droit de la concurrence	
2 Les autres cas d'irrégularité	
Résiliation pour force majeure	IV.502.4
1 Force majeure stricto sensu	
2 Disparition de l'objet du contrat	
3 Difficultés techniques du titulaire	
Résiliation pour raisons affectant les parties	IV.502.5
1 Décès du cocontractant	
2 Incapacité physique	
3 Redressement ou liquidation judiciaires du titulaire	
4 Changements affectant la personne publique	
Résiliation des contrats à durée indéterminée	IV.502.6
1 Contrats avec une personne privée	
2 Contrats à durée indéterminée entre personnes publiques	

Motifs spécifiques à certains contrats	IV.502.7
1 Contrats indivis	
2 Perte d'une qualité substantielle du cocontractant	
3 Marchés à phases	
4 Marchés à objet ou clause particulier	
Modes particuliers de résiliation	IV.502.8
1 Résiliation partielle	
Effets des résiliations	IV.503
Cessation des relations contractuelles	IV.503.1
1 Date d'effet	
Gestion de la résiliation	IV.503.2
1 Mesures juridiques et comptables	
2 Mesures conservatoires	
3 Droit de rachat	
Indemnisation des parties en cas de résiliation dans l'intérêt général	IV.503.3
1 Généralités	
2 Procédure	
3 Conditions de fonds	
4 Calcul de l'indemnité en l'absence de clause	
5 Forfaitisation de l'indemnité	
6 Indemnisation de tiers	
7 Clauses des CCAG	
Indemnisation de la partie privée dans d'autres cas	IV.503.4
1 Résiliation prononcée à tort	
2 Résiliation du marché pour non-respect de la concurrence	
3 Non-respect des formes	
4 Indemnité en cas de résiliation amiable	
5 Indemnités de résiliation partielle	
Indemnisation en cas de résiliation par le juge	IV.503.5
1 Principe général	
Autres cas	IV.503.6
1 Force majeure	
2 Disparition de l'objet du contrat	
Entreprises en difficulté	IV.510
Les procédures	IV.510.1
1 Sources	
2 Définition des procédures	
Effets sur le marché de l'ouverture des procédures (droit classique)	IV.510.2
1 Les conditions de résiliation	
2 Autres effets sur le marché	
Effets des mesures judiciaires	IV.510.3
1 Statut du plan	
2 Les conséquences financières	
3 La cession de l'entreprise	
Liquidation des créances	IV.510.4
1 Règles de compétence	
2 Règles de procédure	
3 Règles de fond	
Recouvrement des créances	IV.510.5
1 La nécessité de la déclaration	
2 La vérification et l'admission des créances	
3 La compensation des créances connexes	
4 Le recouvrement des créances non garanties	
5 Le recouvrement des créances garanties	
6 Revendication et restitution des biens	

LITIGES	IV.60
Résolution amiable des litiges	IV.600
Conciliation et médiation	IV.600.1
1 Conciliation et médiation par des autorités non juridictionnelles	
2 Médiateur des entreprises	
3 Conciliation par le juge administratif (ancien régime)	
4 Médiation par juge administratif (régime 2017)	
5 Litiges transfrontaliers	
Règlement amiable	IV.600.2
1 Structures	
2 Définition du règlement amiable.	
3 Saisine	
4 Instruction	
5 Prononcé de l'avis	
6 Effet généraux de l'avis	
7 Incidences sur le contentieux	
Transaction et procédés voisins	IV.600.3
1 Nature de la transaction	
2 Liberté d'utilisation	
3 Régularité externe de la transaction	
4 La conformité à l'ordre public	
5 L'homologation	
6 Portée de la transaction	
7 Les recours en cas d'inexécution	
8 Procédés voisins	
Arbitrage	IV.605
Sources et conditions de légalité	IV.605.1
1 Règles communes aux diverses formes	
2 Prohibition de principe	
3 Droit applicable	
4 Cas de légalité de l'arbitrage interne définis par type de contrats	
5 Cas de légalité de l'arbitrage pour certaines personnes publiques	
6 Cas de légalité de l'arbitrage selon l'objet	
Régime de l'arbitrage interne	IV.605.2
1 Principes acquis	
2 Autorité de la sentence	
3 Voies de recours contre les sentences	
Arbitrage international	IV.605.3
1 Généralités	
2 Compétence	
Question de l'exequatur	IV.605.4
1 Délivrance de l'exequatur	
2 Compétences de la juridiction administrative	
3 Procédure	
4 Nature du contrôle	
Aspects de droit international	IV.607
La compétence des juridictions	IV.607.1
1 Sources	
2 Problème de l'inclusion des contrats administratifs	
3 Les règles supplétives de compétence	
4 Le régime des clauses attributives de compétence	
5 Les règles spéciales aux juridictions administratives	
6 La suppression de l'exequatur	
Les conflits de lois	IV.607.2
1 Notions et sources	

2	Les clauses contractuelles	
3	Les dispositions supplétives (règlement Rome I)	
4	Les dispositions supplétives (convention de Rome I)	
5	L'étendue du renvoi	
6	Le problème de la sous-traitance	
7	Le droit international français	
	Autres questions	IV.607.3
1	Marchés des institutions de l'Union européenne	
2	Marchés passés sur la base d'un traité	
	Compétence du juge administratif	IV.610
	Principes généraux	IV.610.1
1	Principes de base	
2	Impact de l'assurance	
	Principes propres aux litiges contractuels avec la personne publique	IV.610.2
1	Date d'appréciation du caractère administratif du contrat	
2	Autres principes généraux	
3	Conflits avec divers blocs de compétence	
4	Conflits sur la propriété intellectuelle	
5	Impact des mandats et quasi-mandats	
6	Contrats financiers	
7	Cas particuliers et divers	
	Critères d'administrativité	IV.610.3
1	Historique	
2	Régime du Code de la commande publique (personne morales de droit public)	
3	Régime Code de la commande publique (Personnes privées)	
	Litiges entre entreprises liées par contrat	IV.610.4
1	Litiges indépendants	
2	Règles spéciales en cas d'appel en garantie.	
	Litiges para-contractuels	IV.610.5
1	Actions du sous-traitant contre le maître de l'ouvrage	
2	Actions du maître de l'ouvrage contre le sous-traitant	
3	Litiges entre l'administration et titulaires de sous-contrats divers	
4	Litiges entre entreprises séparées	
5	Quasi-contrats et quasi-délits	
	Compétence territoriale	IV.610.6
1	Règles générales	
2	Litiges contractuels	
	Recours extracontractuel en annulation	IV.620
	Recours pour excès de pouvoir contre des actes généraux	IV.620.1
1	Remarques préliminaires	
2	Actes réglementaires	
3	Cahier des charges	
	Recours contre des actes particuliers	IV.620.2
1	Recours par le titulaire du contrat	
2	Recours des tiers ordinaires	
	Autres recours en annulation	IV.620.3
1	Recours relatifs à la sous-traitance	
2	Annulations de plein contentieux	
	Recours de plein contentieux	IV.622
	Généralités et sources	IV.622.1
1	Avertissement	
2	Sources	
	Réception et décomptes	IV.622.2
1	Réception	

2	Admission	
3	Décompte	
	Obstacles à l'exercice de l'action	IV.622.3
1	Action transférée	
2	Chose jugée	
3	Prescription de l'action	
4	Autres modes d'extinction	
5	Forclusion	
	Représentation en justice	IV.622.4
1	Représentation interne	
2	Représentation des entreprises groupées	
3	Représentation par le maître d'ouvrage délégué	
4	Ministère d'avocat	
	Autres règles procédurales	IV.622.5
1	Règle du préalable	
2	Délais	
3	Recours prématuré	
4	Indication de la cause juridique	
5	Diversité des causes juridiques	
6	Maniement de la nullité	
7	Rédaction des conclusions	
	Règles spéciales à l'administration	IV.622.6
1	Privilège du préalable	
2	Règles contractuelles	
	Régime des conclusions incidentes	IV.622.7
1	Conclusions reconventionnelles	
2	Appel en garantie	
3	Autres interventions	
4	Conclusions en partage de responsabilité	
	Action récursoire	IV.622.8
1	Notion	
2	Régime	
	Subrogation	IV.622.9
1	Généralités	
2	Mise en œuvre	
3	Effets procéduraux	
	Recours en interprétation	IV.622.10
1	Généralités	
	Clauses procédurales de règlement des différends	IV.623
	Statut des règles d'origine contractuelle	IV.623.1
1	Principales règles contractuelles	
2	Validité des clauses	
3	Absence d'ordre public	
4	Clauses contractuelles et causes juridiques	
5	Cas d'application	
6	Conditions d'application	
	La clause de décompte	IV.623.2
1	Généralités	
2	Sommes à intégrer dans le décompte	
3	Formation de l'accord	
4	Irrévocabilité du décompte définitif	
	Les clauses de réclamation des nouveaux CCAG	IV.623.3
1	CCAG travaux de 2009 révisé 2014	
2	Les CCAG de 2009 autres que le CCAG-travaux	
	Le moment du recours	IV.623.4
1	Marchés conclus avant avril 2014	

2 Marchés conclus depuis avril 2014

Office du juge du principal	IV.624
Principes communs	IV.624.1
1 Obligation de statuer	
2 Disparition de la théorie de l'acte détachable	
3 Classification des actions	
Place de l'ordre public	IV.624.2
1 Notion d'ordre public	
2 Principaux moyens d'ordre public	
Actions pécuniaires	IV.624.3
1 Actions pécuniaires pures	
2 Actions pécuniaires accessoires	
Action en résiliation	IV.624.4
1 Demande par la personne privée	
2 Demande par la personne publique	
Actions en invalidation, exception d'irrégularité et régularisation	IV.624.5
1 Historique	
2 Principe général	
3 Cas particulier	
Action en rétablissement du contrat	IV.624.6
1 Principes généraux	
2 Procédure au fond	
3 Obstacles au rétablissement	
4 Arguments en faveur du rétablissement	
5 Procédure de référé suspension	
Absence d'action relative aux autres mesures contractuelles	IV.624.7
1 Principe	
2 Illustrations	
3 Cas particuliers	
Autres recours	IV.624.8
1 Recours en déclaration	
Exécution des jugements	IV.625
Condamnation des personnes publiques	IV.625.1
1 Généralités	
2 Mesures d'injonctions	
3 Mesures ordonnées après inexécution	
Condamnation des personnes privées	IV.625.2
1 Généralités	
2 Titres de perception	
3 Créanciers sans comptable public	
Procédures d'urgence	IV.626
Référé-instruction	IV.626.1
1 Procédure	
2 Compétence	
3 Les divers aspects de la condition d'utilité	
4 Missions de l'expert	
5 Déroulement de l'expertise	
6 Dépens	
7 Effets	
Référé-provision	IV.626.2
1 Généralités	
2 Recevabilité	
3 Référé sans requête au fond	
4 Condition d'octroi d'une provision	

Référé suspension	IV.626.3
1 Actes concernés	
2 Éléments de procédure	
Autres référés	IV.626.4
1 Référé-provision urgent	
2 Référé-constat	
3 Référé conservatoire	
4 Référé Liberté	
Voies de recours	IV.628
Appel	IV.628.1
1 Compétence et procédure	
2 Évolution des conclusions	
3 Appel incident ou provoqué	
4 Sursis à exécution d'un jugement	
Opposition, tierce-opposition et erreur matérielle	IV.628.2
1 Opposition	
2 Tierce opposition	
3 Erreur matérielle	
Pourvoi en cassation	IV.628.3
1 Généralités	
2 Contrôle de l'interprétation du contrat	
3 Contrôle des faits	
4 Contrôle des conditions de la responsabilité	
5 Procédures avant-dire-droit	
Clauses procédurales des anciens CCAG	IV.629
Règles contractuelles dans les anciens marchés de travaux (CCAG de 1976)	IV.629.1
1 Règles communes aux deux types de réclamation	
2 Classification des litiges	
3 Mécanisme des différends entre le maître d'œuvre et l'entreprise	
4 Différends entre le pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur	
La saisine du tribunal administratif (ancien CCAG travaux)	IV.629.2
1 Irrecevabilités en l'absence de réclamation	
2 Date à laquelle le recours est possible	
3 Délais de saisine du tribunal administratif	
Règles contractuelles dans les autres anciens CCAG	IV.629.3
1 CCAG-PI de 1978 et CCAG-MI de 1980	
2 CCAG-FCS de 1977	

PARTIE V

PRIX, RÈGLEMENT ET FINANCEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

LES PRIX	V.10
Etablissement du prix : principes généraux	V.100
Rôle du prix et principes régissant le régime des prix	V.100.1
1 Le rôle du prix justifie que son régime soit soumis à certains principes	
2 Les principes régissant les prix des marchés	
3 Premier principe : le caractère déterminé ou déterminable du prix	
4 Second principe : le caractère irrévocable du prix	
Etablissement du prix : modalités	V.110
Analyses de coûts et de prix	V.110.1
1 Généralités	
2 Les normes applicables	

- 3 Champ d'application et portée des contrôles
- 4 Modalités d'exercice des analyses de coûts de revient
- 5 Les différentes catégories d'analyses
- 6 Modalités d'exécution des analyses a priori
- 7 Modalités d'exécution des analyses a posteriori
- 8 La coordination des analyses de coûts

Etablissement du prix : contenu V.120

La fixation du prix en fonction des prestations prévues au contrat V.120.1

- 1 Les stipulations relatives au prix

Compte prorata V.120.2

- 1 Raison d'être
- 2 L'article 10.1.2 du CCAG-Travaux
- 3 La compatibilité du compte prorata et de l'article 10-12 du CCAG-Travaux

Etablissement du prix : formes de prix V.130

Différentes formes de prix V.130.1

- 1 Généralités
- 2 Prix initial et prix de règlement
- 3 Différence entre montant et prix d'un marché

Le prix forfaitaire V.130.2

- 1 Définition du prix forfaitaire
- 2 Conditions pour qu'un prix soit forfaitaire
- 3 Portée du prix forfaitaire au regard des aléas techniques et économiques
- 4 Portée du prix forfaitaire au regard de l'augmentation des prestations
- 5 Portée du prix forfaitaire au regard de la diminution des prestations
- 6 Le paiement de l'indemnité

Le prix unitaire V.130.3

- 1 Définition
- 2 Modalités de mise en concurrence des marchés à prix unitaires
- 3 Portée des prix unitaires au regard de l'augmentation des prestations
- 4 Sujétions techniques imprévues
- 5 Théorie de l'imprévision
- 6 Portée des prix unitaires au regard de la diminution des prestations
- 7 Modification profonde de l'objet du marché
- 8 Formules mixtes de rémunération

Marchés dont le prix est déterminé postérieurement à la notification V.130.4

- 1 Observation générale
- 2 Les marchés à prix provisoires
- 3 Champ d'application du prix provisoire
- 4 Cas pour lesquels le recours à des prix provisoires est autorisé
- 5 Cas exceptionnel concernant des prestations commandées pour les besoins de la défense ou de la sécurité
- 6 Doctrine d'emploi des prix provisoires
- 7 Conditions de la transformation du prix provisoire en prix définitif
- 8 Marchés conclus sur la base d'un contrôle des dépenses
- 9 Les prestations exécutées en régie

Les clauses incitatives V.130.5

- 1 L'objet des clauses incitatives

Modification du prix V.140

Généralités V.140.1

- 1 Du prix initial au prix de règlement

Prix ferme V.140.2

- 1 Définition
- 2 Conditions d'emploi
- 3 Actualisation du prix ferme
- 4 Champ d'application de l'actualisation
- 5 Modalités de mise en œuvre de l'actualisation

Prix révisable	V.140.3
1 Définition	
2 Historique	
3 Stipulations contractuelles	
4 Conditions d'application de la révision des prix	
5 Champ d'application de la révision dans le temps	
6 Champ d'application au regard de l'imprévision et de l'actualisation	
7 Créances et obligations du titulaire entrant dans le champ d'application de la révision	
8 Modalités de calcul de la révision du prix	
9 Effets des formules de révision	
 Contrôle des prix	 V.150
Généralités	V.150.1
1 Contrôle des marchés publics	
Les contrôles administratifs	V.150.2
1 Le contrôle financier	
2 La Mission interministérielle d'enquête	
3 Les Commissions consultatives des marchés publics	
4 Contrôle exercé par les comptables	
5 Le contrôle de légalité	
Contrôles juridictionnels	V.150.3
1 Contrôle de la Cour des comptes	
2 Cour de discipline budgétaire et financière	
3 Chambres régionales des comptes	
 LE RÈGLEMENT	 V.20
Modalités de règlement des comptes	V.200
Règlements provisoires	V.200.1
1 Généralités	
2 Les demandes de paiement d'acomptes	
3 Contenu des demandes	
4 Examen des demandes par l'autorité administrative contractante	
Règlements définitifs	V.200.2
1 Caractéristiques des règlements définitifs	
Règlement définitif des marchés autres que de travaux	V.200.3
1 Les CCAG antérieurs à 2009	
2 Les CCAG 2009	
Règlement définitif des marchés de travaux	V.200.4
1 Détermination du solde	
2 Du projet de décompte final au décompte final	
3 Le projet de décompte général et le décompte général	
4 Les difficultés rencontrées dans l'établissement du décompte général	
5 Difficultés du fait du titulaire	
6 Difficultés du fait de l'administration contractante	
7 Indivisibilité du décompte	
8 Intangibilité du décompte	
 Garanties financières	 V.210
Dispositions communes aux différentes formes de garantie	V.210.1
1 L'évolution de la réglementation	
2 Stipulations contractuelles	
3 Objets des garanties	
4 Critère de détermination de l'exigence d'une garantie générale	
Retenue de garantie	V.210.2
1 Recours à la retenue de garantie et assiette	
2 Constitution de la retenue de garantie	
3 Obligations du titulaire couvertes par la retenue de garantie	
4 Remboursement de la retenue de garantie	

Garantie à première demande	V.210.3
1 Origine et définition de la garantie à première demande	
2 Constitution de la garantie à première demande	
3 Régime juridique de la garantie à première demande	
4 Modalités de mise en œuvre	
5 Les recours liés au paiement	
6 Inquiétudes suscitées par la garantie à première demande	
Caution	V.210.4
1 Constitution de la caution	
2 Caution et procédure de règlement judiciaire	
3 Obligations couvertes par la caution	
4 La libération de la caution	
Autres garanties	V.210.5
1 Champ d'application des autres garanties	
2 Garanties de remboursement du solde résultant de la résiliation	
3 Les garanties de remboursement des avances	
4 Les garanties prévues par les cahiers des clauses administratives générales	
Garanties réglementaires	V.220
Prescription quadriennale	V.220.1
1 Considérations générales	
2 Bénéficiaires de la prescription	
3 Créances assujetties à la prescription	
4 Nécessité d'une décision expresse d'opposer la prescription	
5 Autorités qualifiées pour prendre la décision expresse d'opposer la prescription	
6 Forme de cette décision et moment où elle doit intervenir	
7 Compétence juridictionnelle	
8 Délais de prescription	
9 Point de départ du délai de prescription	
10 Relèvement de la prescription	
11 Modalités du relèvement de la prescription	
12 Suspension du délai de prescription	
13 Interruption du délai de prescription	
14 Effets de l'interruption	
Compensation des dettes et des créances	V.220.2
1 Objet de la compensation	
2 Fondement de la compensation	
3 Conditions d'application de la compensation	
Ordres de recettes	V.220.3
1 Justification de modalités particulières de recouvrement	
2 Émission de titres exécutoires	
3 Choix entre titre exécutoire et action juridictionnelle	
4 Recouvrement forcé et recouvrement amiable	
5 Émission des ordres de recettes	
6 Forme des ordres de recettes	
7 Champ d'application des ordres de recettes	
8 Modalités de prise en charge	
9 Procédure de recouvrement amiable	
10 Nature juridique des ordres de versement	
11 Généralités sur le recouvrement forcé	
12 Les oppositions aux ordres de recettes	
13 Opposition à poursuites	
14 Opposition à exécution	
15 Les deux modalités d'apurement des titres de recouvrement	
16 Admission en non-valeur	
17 Remise gracieuse	
Opérations financières et comptables	V.230
Les agents d'exécution de la dépense	V.230.1

1 Les ordonnateurs	
2 Les comptables	
3 Conséquences de l'existence de deux catégories d'agents intervenant dans les finances publiques	
Les phases administratives d'exécution de la dépense	V.230.2
1 Principe	
2 Engagement	
3 Liquidation	
4 Ordonnancement	
La phase comptable de l'exécution de la dépense	V.230.3
1 Paiement	
2 Les contrôles prévus par l'article 19 du décret GBCP	
3 Les contrôles prévus par l'article 20 du décret GBCP sur la validité de la dette	
4 Le régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics	
La carte d'achat	V.230.4
1 La carte d'achat	
Les délais de paiement	V.240
Généralités	V.240.1
1 Les deux modes de règlement	
2 Modifications d'origine communautaire apportées aux modes de règlement	
3 Transposition de la directive 2000/35/CE du 29 juin 2000	
4 Transposition de la directive 2011/7/UE	
5 L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et ses décrets d'application	
6 Code de la commande publique	
7 Retards de paiement et paiement différé	
Conditions d'application du délai global de paiement	V.240.2
1 Cas général de détermination du point de départ du délai	
2 Les cas particuliers	
3 Expiration du délai de paiement	
4 Répartition du délai global de paiement entre l'ordonnateur et le comptable	
5 Modification du délai de paiement	
La lettre de change relevé	V.240.3
1 Un mode de paiement qui n'est plus prévu par le code des marchés publics	
Les sanctions en cas de retards de paiement	V.244
Le régime des intérêts moratoires	V.244.1
1 Champ d'application	
2 Condition de paiement des intérêts moratoires	
Les taux d'intérêts et leurs modalités de calcul	V.244.2
1 Taux légal	
2 Taux des intérêts moratoires contractuels	
3 Le calcul des intérêts moratoires contractuels	
Mesures coercitives pour assurer le paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement	V.244.3
1 Mesures coercitives en cas de retard dans le règlement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement	
2 Le mandatement d'office des intérêts moratoires et de la prime pour frais de recouvrement prévu par les articles L. 1612-18 du code général des collectivités territoriales et L. 6145-5 du code de la santé publique	
3 Le mandatement d'office en cas de défaut de règlement d'une somme à laquelle l'Etat ou une collectivité territoriale a été condamné (Article L. 911-9 du code de justice administrative)	
4 Majoration du taux légal	
Action récursoire en cas de paiement d'intérêts moratoires imputables au comptable	V.244.4
1 Généralités	
2 Fondement du droit à l'exercice de l'action récursoire	
3 Modalités de remboursement	
La capitalisation des intérêts	V.244.5
1 Application du code civil par le juge administratif	
2 Les conditions présidant à la mise en œuvre de l'anatocisme	

- 3 Conditions d'application de l'anatocisme lorsque le principal a été payé sans les intérêts
- 4 Imputation des paiements partiels

Règlement des prestations sous-traitées V.245

Les deux modalités de paiement prévues par la loi du 31 décembre 1975 V.245.1

- 1 Deux modalités de paiement exclusives l'une de l'autre
- 2 La limitation de la sous-traitance
- 3 L'obligation de sous-traiter
- 4 Nature juridique des contrats
- 5 L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement
- 6 La sous-traitance en chaîne

Le paiement direct V.245.2

- 1 Les limites du paiement direct
- 2 Champ d'application du paiement direct
- 3 Délai de transmission par le sous-traitant de sa demande de paiement
- 4 Le paiement direct : les trois situations envisageables
- 5 Acceptation totale ou partielle de la demande de paiement par le titulaire
- 6 Le refus exprès d'acceptation de la demande de paiement du titulaire du marché
- 7 Le silence gardé par le titulaire du marché

L'action directe V.245.3

- 1 Champ d'application de l'action directe
- 2 Modalités d'exercice de l'action directe
- 3 Les garanties légales de paiement

Le privilège de pluviôse V.245.4

- 1 Un droit de paiement préférentiel étendu aux sous-traitants

LE FINANCEMENT V.30

Financement administratif V.300

Les raisons d'être du financement administratif V.300.1

- 1 Nécessité d'un financement extérieur pour les entreprises
- 2 Financement administratif : un compromis
- 3 Les nouvelles dispositions régissant le financement administratif

Les avances V.300.2

- 1 Définition
- 2 La réforme opérée par le code 2006, poursuivie par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et codifiée dans le CCP
- 3 Conditions d'attribution de l'avance par l'administration
- 4 Les taux des avances
- 5 Les conditions d'attribution de l'avance
- 6 Modalités d'attribution
- 7 Remboursement de l'avance

Les acomptes V.300.3

- 1 Montant des acomptes
- 2 Conditions d'attribution
- 3 Modalités de versement des acomptes

Cession et nantissement de créances – Loi Dailly – V.320

Champ d'application de la loi V.320.1

- 1 Loi Dailly
- 2 Caractère professionnel des créances cédées
- 3 Caractère liquide et exigible des créances cédées
- 4 Nature des créances cédées

Les modalités d'application V.320.2

- 1 Les différentes phases de la procédure
- 2 La cession
- 3 Les effets attachés au bordereau de cession
- 4 Remise au titulaire d'une copie de l'original du marché ou d'un certificat de cessibilité
- 5 La notification de la cession et la signification du nantissement de la créance

6 Acceptation

Les effets à l'égard des tiers des cessions et des nantissements de créances

V.320.3

- 1 Conflits entre cessionnaires
- 2 Conflits entre banquiers cessionnaires et réceptionnaires
- 3 Conflits entre cessionnaire et sous-traitants
- 4 Conflits entre banquier cessionnaire et vendeur sous réserve de propriété
- 5 Conflits entre créanciers cessionnaires et bénéficiaires du privilège de Pluviôse
- 6 Cessions de créance consentie en période suspecte

PARTIE VI

LES GARANTIES POSTCONTRACTUELLES

LA RÉCEPTION DES PRESTATIONS

VI.10

Réception des travaux

VI.100

Généralités

VI.100.1

- 1 Définition
- 2 Sources du droit
- 3 Valeur d'ordre public des normes applicables ?
- 4 Acte juridique
- 5 Acte unilatéral
- 6 Réception unique ou double réception
- 7 La réception provisoire
- 8 La réception définitive

Modalités de la réception des travaux

VI.100.2

- 1 Obligation contractuelle de recevoir les travaux
- 2 Sanction de l'inertie du maître de l'ouvrage : réception judiciaire
- 3 Réception expresse : travaux « en état d'être reçus »
- 4 Réception expresse : déroulement de la procédure
- 5 Réception tacite
- 6 Réception globale et réceptions partielles
- 7 Réception avec réserves
- 8 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9 Réception en cas de résiliation du marché

Effets de la réception des travaux

VI.100.3

- 1 Date d'effet
- 2 Établissement du décompte final
- 3 Extinction des rapports contractuels
- 4 Point de départ des délais de garanties post-contractuelles
- 5 Transfert des risques au maître de l'ouvrage

LA GARANTIE DES CONSTRUCTIONS

VI.30

La garantie annuelle ou semestrielle de parfait achèvement des constructions

VI.300

Généralités

VI.300.1

- 1 Définition
- 2 Droit applicable

Nature de la garantie

VI.300.2

- 1 Contractuelle ou d'ordre public ?
- 2 Spécificité de la garantie de parfait achèvement

Délai de la garantie

VI.300.3

- 1 Point de départ
- 2 Durée
- 3 Délai d'action
- 4 Prolongation du délai

Débiteur de la garantie

VI.300.4

- 1 L'entrepreneur à titre exclusif
- 2 Le problème des entrepreneurs sous-traitants

L'étendue de l'obligation de parfait achèvement	VI.300.5
1 La « réparation de tous les désordres afin de rendre l'ouvrage conforme aux prévisions du marché »	
2 La garantie phonique	
3 Effets de l'usage ou de l'usure normale	
La mise en œuvre de la garantie	VI.300.6
1 Principes	
2 Désordres signalés	
3 Désordres imputables à l'entrepreneur	
4 L'exécution des travaux de réparation	
Les effets de l'expiration du délai de garantie	VI.300.7
1 Fin des obligations contractuelles	
2 Libération des sûretés	
La garantie biennale de bon fonctionnement des constructions	VI.310
Généralités	VI.310.1
1 Notion	
2 Application aux marchés publics de travaux	
Champ d'application	VI.310.2
1 Travaux des bâtiments	
2 Les éléments d'équipement visés	
3 Mauvais fonctionnement de l'élément d'équipement	
Mise en œuvre	VI.310.3
1 Délai	
2 Personnes tenues à la garantie	
3 Étendue du droit à réparation	
4 Garantie de bon fonctionnement et autres garanties post-contractuelles	
La garantie décennale des vices de construction : contenu-délai	VI.320
Sources juridiques de la garantie	VI.320.1
1 Définition	
2 Code civil	
3 Jurisprudence	
4 Contrat valide	
Nature juridique de la garantie	VI.320.2
1 Garantie contractuelle ou garantie légale ?	
2 Présomption de responsabilité	
Caractère d'ordre public de la garantie ?	VI.320.3
1 Principe	
2 Facteurs d'évolution	
3 Clauses exonératoires ou limitatives de responsabilité	
4 Rôle du juge administratif	
Contenu de la garantie décennale	VI.320.4
1 Ouvrages garantis	
2 Principes de la loi du 4 janvier 1978	
3 Principes appliqués par le juge administratif	
4 Désordres réparables	
5 Gravité du désordre	
6 Désordres apparents au moment de la réception de l'ouvrage	
7 Date d'appréciation du désordre apparent	
8 Méthodes d'identification	
9 Apparition différée du désordre : désordres « évolutifs » et « futurs »	
Délai de la garantie décennale	VI.320.5
1 Délai d'épreuve – Délai d'action	
2 Absence de caractère d'ordre public	
3 Computation du délai	
4 Point de départ du délai : principes	
5 Point de départ fixé contractuellement	
6 Point de départ commun à l'ensemble des constructeurs	

- 7 Interruption du délai : reconnaissance de responsabilité
- 8 Interruption du délai : assignation en justice (juge du fond)
- 9 Interruption du délai : assignation en justice (référé)
- 10 Interruption du délai : notification d'un état exécutoire
- 11 Effets de l'interruption du délai

La garantie décennale des vices de construction : bénéficiaires-débiteurs-exonérations **VI.330**

Bénéficiaires de la garantie décennale **VI.330.1**

- 1 Principe
- 2 Maître de l'ouvrage propriétaire
- 3 Exclusion des tiers au marché
- 4 Personnes subrogées dans les droits du maître de l'ouvrage
- 5 Cession contractuelle du droit d'action
- 6 Comaîtrise d'ouvrage
- 7 Maîtrise d'ouvrage déléguée
- 8 Acquéreur de l'ouvrage
- 9 Maintien exceptionnel de l'action du vendeur ou du subrogeant

Débiteurs de la garantie décennale **VI.330.2**

- 1 Tout constructeur
- 2 Question d'ordre public
- 3 Lien contractuel avec le maître de l'ouvrage, action en responsabilité quasi-délictuelle
- 4 Débiteur à titre individuel ou à titre solidaire
- 5 Maître de l'ouvrage délégué
- 6 Vendeur de l'ouvrage qui l'a construit
- 7 Maître d'œuvre lié par contrat au maître de l'ouvrage
- 8 Entrepreneurs
- 9 Autres techniciens et professionnels de la construction
- 10 Fabricants

Exonérations **VI.330.3**

- 1 Généralités
- 2 Fait du tiers – Imputabilité du désordre
- 3 Fait du maître de l'ouvrage
- 4 Force majeure

Garantie décennale des vices de construction : modalités de réparation **VI.340**

Choix du mode de réparation **VI.340.1**

- 1 Principe de la réparation en nature ou en argent
- 2 Réparation en nature
- 3 Réparation en argent
- 4 Réparation non juridictionnelle

Préjudices réparables **VI.340.2**

- 1 Principe de la réparation intégrale
- 2 Préjudices principaux
- 3 Préjudices annexes

Montant de la réparation **VI.340.3**

- 1 Principe
- 2 Date du dépôt du dernier rapport d'expertise
- 3 Autres dates retenues dans l'hypothèse de circonstances exceptionnelles
- 4 Expertise
- 5 Plus-value
- 6 Vétusté
- 7 Indemnité devant inclure la TVA
- 8 Possibilité de déduction totale ou partielle
- 9 Applications fréquentes du principe de l'inclusion
- 10 Droit aux intérêts du maître de l'ouvrage
- 11 Point de départ du calcul des intérêts
- 12 Intérêts de l'indemnité en cas de condamnation solidaire et conjointe

La garantie quinquennale (ex. trentenaire) pour fraude ou dol des constructeurs **VI.350**

Généralités	VI.350.1
1 Principe	
2 Exception	
3 Disparition de la prescription trentenaire	
Conditions d'existence de la garantie	VI.350.2
1 Une faute contractuelle d'une extrême gravité	
2 Manœuvre frauduleuse	
3 Faute volontaire	
4 Distinction avec la faute lourde	
5 Affaire « SMAC-Acieroïd »	
6 Affaire « Société Les Travaux du Midi »	
7 Affaire « Société Icade Promotion »	
8 Nature contractuelle de la faute	
9 Graves conséquences dommageables	
Conditions de mise en œuvre de la garantie trentenaire	VI.350.3
1 Personnes responsables	
2 Action contentieuse	
3 Réparation	
Action en garantie des constructions : le maître de l'ouvrage à l'encontre des constructeurs	VI.360
Action non juridictionnelle : le cas particulier de la transaction	VI.360.1
1 Transaction	
Juridiction compétente	VI.360.2
1 Compétence de la juridiction administrative	
2 Tribunal administratif territorialement compétent	
Recevabilité de la requête devant le tribunal administratif	VI.360.3
1 Qualité et représentation	
2 Contenu de la requête	
3 Requête collective	
4 Délai	
Désignation des constructeurs responsables	VI.360.4
1 Désignation d'un seul constructeur	
2 Condamnation conjointe et solidaire	
3 Action en responsabilité quasi-délictuelle contre les participants à la construction (sous-traitants notamment)	
Conclusions et moyens de la requête	VI.360.5
1 Conclusions en garantie post-contractuelle	
Requêtes en référé et constat d'urgence	VI.360.6
1 Constat (CJA, art. R. 531-1)	
2 Référé instruction (CJA, art. R. 532-1)	
3 Référé-provision (CJA, art. R. 541-1)	
Mémoire en réponse du constructeur	VI.360.7
1 Requête du défendeur	
2 Conclusions reconventionnelles	
3 Intervention	
Décision du juge	VI.360.8
1 Décision dans la limite des moyens des requérants	
2 Moyens d'ordre public	
Appel	VI.360.9
1 Cour administrative d'appel	
2 Sursis à exécution du jugement	
3 Procédure de l'appel	
4 Conclusions et moyens de la requête	
5 Appel incident	
6 Appel provoqué	
Recours en cassation	VI.360.10
1 Conseil d'État, juge de cassation	
2 Pourvoi principal	

- 3 Pourvoi incident
- 4 Pourvoi provoqué
- 5 Moyens recevables en cassation d'un arrêt mettant en jeu la garantie des constructeurs
- 6 Contrôle du respect des règles de compétence et de forme
- 7 Possibilité de contrôle du juge de cassation
- 8 Contrôle de l'erreur de droit
- 9 Contrôle de l'existence matérielle des faits
- 10 Contrôle de la qualification juridique des faits
- 11 Absence de contrôle de l'appréciation souveraine des faits

Action en garantie des constructions : le constructeur à l'encontre des autres coresponsables du dommage VI.363

L'action du constructeur en garantie des condamnations prononcées à son encontre VI.363.1

- 1 Appel en garantie et action récursoire
- 2 Compétence juridictionnelle : généralités
- 3 Compétence du juge judiciaire
- 4 Compétence du juge administratif
- 5 Délai des actions en responsabilité extracontractuelle
- 6 Vendeur de l'ouvrage
- 7 Responsabilité pour faute
- 8 Répartition finale de la charge indemnitaire
- 9 Principe de répartition
- 10 Intérêts des sommes dues entre constructeurs
- 11 Cas particulier des dommages causés aux tiers par un ouvrage après sa réception

L'assurance construction VI.370

Principes généraux VI.370.1

- 1 Généralités sur le contrat d'assurance
- 2 Typologie des assurances dans le domaine de la construction publique
- 3 Champ d'application matériel des assurances obligatoires
- 4 Obligation d'assurer
- 5 Action contentieuse de et contre l'assureur

Assurance de dommages VI.370.2

- 1 Définition
- 2 Personnes assujetties à l'obligation d'assurance
- 3 Notion de bâtiment d'habitation
- 4 Assurance facultative
- 5 Nature de la garantie
- 6 Clauses types
- 7 Franchise
- 8 Date d'effet
- 9 Procédure

Assurance de responsabilité VI.370.3

- 1 Notion
- 2 Régime juridique

PARTIE VII

LA DÉMATÉRIALISATION DES MARCHÉS PUBLICS

LA DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES VII.10

Définition et outils de la dématérialisation VII.110

Notion de dématérialisation VII.110.1

- 1 Définition
- 2 Intérêt de la dématérialisation
- 3 Cadre juridique de la dématérialisation

Les outils de la dématérialisation VII.110.2

- 1 Le profil d'acheteur
- 2 La sécurisation des transmissions électroniques

3 La force probante de l'écrit électronique

Mise en œuvre des procédures dématérialisées **VII.120**

La publicité dématérialisée **VII.120.1**

- 1 La publication des avis de publicité par voie dématérialisée
- 2 La mise en ligne et le téléchargement des documents de la consultation
- 3 Incidence sur les délais de remise des candidatures et des offres

La transmission électronique des candidatures et des offres **VII.120.2**

- 1 Dématérialisation des documents et transmission électronique
- 2 Le choix du mode de transmission
- 3 Le choix des formats de fichier
- 4 La signature électronique des candidatures et des offres
- 5 La sécurité et la confidentialité des informations transmises
- 6 Envoi d'une copie de sauvegarde
- 7 La réception des candidatures et des offres électroniques

Les modalités spécifiques d'attribution du marché **VII.120.3**

- 1 Ouverture et examen des plis électroniques
- 2 Transmission électronique des attestations et certificats

L'achèvement de la procédure dématérialisée **VII.120.4**

- 1 Remarque générale
- 2 L'information des candidats non retenus
- 3 La signature électronique du marché par l'acheteur public
- 4 La transmission électronique au contrôle de légalité
- 5 Notification et avis d'attribution électroniques
- 6 Autres formalités

LES TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES D'ACHAT **VII.20**

Le système d'acquisition dynamique **VII.210**

Présentation générale **VII.210.1**

- 1 Définition
- 2 Intérêt du SAD

La mise en place d'un SAD **VII.210.2**

- 1 Conditions du recours au SAD
- 2 Procédure de mise en place du SAD
- 3 Caractère ouvert du SAD

Passation des marchés spécifiques **VII.210.3**

- 1 L'annonce de la mise en concurrence
- 2 Délai de présentation des offres
- 3 Attribution du marché spécifique
- 4 Achèvement de la procédure

Les enchères électroniques **VII.220**

Présentation générale **VII.220.1**

- 1 Notion
- 2 Intérêt des enchères électroniques
- 3 Conditions du recours à l'enchère électronique

Mise en œuvre de l'enchère électronique **VII.220.2**

- 1 La préparation de l'enchère
- 2 Déroulement de l'enchère

LA DÉMATÉRIALISATION DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS **VII.30**

La facturation électronique **VII.310**

Principes généraux **VII.310.1**

- 1 Principe d'égalité de traitement des factures sur support papier et sur support électronique
- 2 Le développement de la facturation électronique dans les marchés publics

Le champ d'application de la facturation électronique **VII.310.2**

- 1 Les acheteurs soumis à l'obligation de réception des factures électroniques
- 2 Les opérateurs économiques soumis à l'obligation de transmission des factures électroniques

3 Les factures entrant dans le champ de l'obligation de la transmission par voie électronique

Les modalités de transmission des factures électroniques

VII.310.3

1 Le recours obligatoire à une solution technique mutualisée

2 Les modes de transmission et de réception des factures électroniques

3 L'information des fournisseurs sur le traitement des factures

0.100 Table des matières – Tome 4

PARTIE I

MARCHÉS DE PARTENARIAT

NOTION DE MARCHÉ DE PARTENARIAT	I.10
Origines-Notion-Familles	I.110
Utilisation opérationnelle des PPP	I.110.1
1 Approche quantitative	
2 Approche qualitative	
Un procédé ancien réactualisé	I.110.2
1 Une définition large retenue dès l'origine	
2 Un procédé ancien	
3 Le phénomène plus récent des « montages contractuels complexes »	
4 La consécration	
5 Sources du droit	
Les différentes catégories de partenariat	I.110.3
1 Liberté contractuelle et encadrement législatif	
2 Les marchés de partenariat	
3 Les notions voisines aux marchés de partenariat stricto sensu	
4 Les partenariats institutionnalisés	
ÉVALUATION PRÉALABLE	I.20
Évaluation préalable	I.210
Procédure de l'évaluation préalable	I.210.1
1 Les étapes préalables au marché de partenariat	
2 Responsable de l'évaluation préalable	
3 Avis de l'organisme expert	
4 Actualisation de l'évaluation du mode de réalisation du projet	
Présentation générale	I.210.2
1 Présentation de l'évaluation préalable	
2 Présentation du projet	
Comparaison entre les différents modes de réalisation du projet	I.210.3
1 Introduction	
2 Méthodologie de la comparaison	
Présentation des principaux risques du projet	I.210.4
1 Méthodologie de la présentation des principaux risques du projet	
2 Méthodologie de la répartition des risques entre l'acheteur et le titulaire	
3 Méthodologie de la valorisation financière des risques	
Compatibilité du projet avec la politique immobilière de l'acheteur	I.210.5
1 Éléments vérifiés par l'acheteur	
Étude de soutenabilité budgétaire	I.220
Présentation générale	I.220.1
1 Fondements de l'étude de soutenabilité budgétaire (« ESB »)	
2 Institution de l'étude de soutenabilité budgétaire en 2012	
3 Élargissement de l'étude de soutenabilité budgétaire à tous les acheteurs en 2015	
4 Contenu et approche d'ensemble	
5 Portée juridique	
Étude du coût prévisionnel global en moyenne annuelle	I.220.2

1	Identification exhaustive des coûts du projet	
2	Coûts d'investissement et coûts d'exploitation	
	Effets du marché de partenariat sur la capacité d'autofinancement et la situation financière de l'acheteur	I.220.3
1	Objectifs de l'étude	
2	Méthodologie	
	Effets du marché de partenariat sur l'évolution des dépenses obligatoires, l'endettement et les engagements hors bilan de l'acheteur	I.220.4
1	Dépenses obligatoires de l'acheteur	
2	Endettement de l'acheteur	
3	Engagements hors bilan	
	Analyse des coûts de rupture anticipée du marché de partenariat	I.220.5
1	Objectifs de l'étude	
2	Méthodologie	
	Procédure et actualisation de l'étude de soutenabilité budgétaire	I.220.6
1	Avis de l'organisme expert	
2	Actualisation de l'étude de soutenabilité budgétaire	
	PROCÉDURES DE PASSATION	I.30
	Procédures de passation du marché de partenariat	I.310
	Modalités de passation communes à l'ensemble des marchés publics	I.310.1
1	Présentation générale	
2	Le choix de la procédure de passation dans le cadre d'un marché de partenariat	
	Modalités de passation spécifiques aux marchés de partenariat	I.310.2
1	Autorisations préalables à l'engagement de la procédure	
2	Présentation des documents de la consultation, des offres et des critères d'attribution	
3	L'achèvement de la procédure	
	LE MONTAGE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ	I.40
	Aspects juridiques des montages en marché de partenariat	I.410
	Les déterminants du montage d'un marché de partenariat	I.410.1
1	Les éléments clés d'un montage en marché de partenariat	
2	Les flux de recettes prévisibles	
3	La répartition des risques	
4	Les sources de financement du projet	
5	Lexique	
	Les différents types de montages juridico-financiers	I.410.2
1	Typologie des montages envisageables	
2	Le montage en financement de projet	
3	Le montage « corporate »	
4	Le montage en crédit-bail	
5	Les montages locatifs	
	LES CLAUSES DES MARCHÉS DE PARTENARIAT	I.50
	Les clauses générales : objet, durée et de conditions suspensives et résolutoires	I.510
	Les clauses d'objet	I.510.1
1	Sources	
2	Utilité de la clause d'objet	
3	Clause d'objet	
	Les clauses de durée	I.510.2
1	Sources	
2	Fixation de la durée du contrat	
3	Clause de durée	
	Les clauses de condition suspensive	I.510.3
1	Sources	
2	Utilité de la condition suspensive	
3	Validité des conditions suspensives	
4	Forme des conditions suspensives	

5	Effets de la condition suspensive	
6	Clause de condition suspensive	
	Les clauses de condition résolutoire	I.510.4
1	Sources	
2	Clause de condition résolutoire	
	Les clauses relatives aux biens	I.520
	Les clauses d'occupation et de valorisation des biens	I.520.1
1	Sources	
2	Étendue des biens et équipements valorisables par le titulaire	
3	Utilisation des propriétés publiques – Principes généraux	
4	Droits du titulaire sur les dépendances du domaine public	
5	Durée limitée du droit réel	
6	Le droit d'expropriation du titulaire	
7	Clause de valorisation des biens	
	Les clauses réglant le sort des biens en fin de marché	I.520.2
1	Sources	
2	Propriété des biens nécessaires à l'exécution des obligations du titulaire du marché de partenariat	
3	Propriété des biens dédiés aux missions annexes	
4	Inventaire des biens	
	Les clauses financières	I.530
	Les clauses de loyer	I.530.1
1	Sources	
2	Objet du loyer	
3	Décomposition du loyer	
4	Fixation du loyer – Paiement du premier loyer	
5	Paiement du loyer	
6	Actualisation du loyer	
7	Clauses de loyer	
	Les clauses de recettes annexes et de valorisation	I.530.2
1	Sources	
2	Intérêt des recettes annexes et de valorisation	
3	Légalité des recettes annexes	
4	Identification et régime juridique des recettes « annexes » et de valorisation	
5	Limites des recettes annexes et de valorisation	
6	Utilisation des propriétés publiques	
7	Plafonnement des recettes annexes	
8	Clause de recettes annexes	
	Les clauses de cession de créances	I.530.3
1	Sources	
2	Définition et intérêt de la cession de créances Dailly spécifique aux marchés de partenariat	
3	Champ d'application de la cession de créances spécifique	
4	Formes de la cession de créances spécifique	
5	Effets de la cession de créance spécifique	
6	Limites de la cession de créances	
7	Clause de cession de créances	
	Les clauses de refinancement	I.530.4
1	Sources	
2	Objet de la clause de refinancement	
3	Mise en œuvre du refinancement	
4	Clause de refinancement	
	Les clauses de bonus et de pénalités	I.540
	Les clauses de bonus et d'intéressement	I.540.1
1	Sources	
2	Objet des primes	
3	Modalités de contractualisation de l'intéressement du titulaire	

4	Clause de prime	
	Les clauses de pénalités et de sanctions pécuniaires	I.540.2
1	Sources	
2	Objet des pénalités	
3	Modalités de contractualisation des pénalités	
4	Le prononcé des sanctions	
5	Clause de pénalités	
	Les clauses d'indexation, de recours aux PME, de rencontre et de modification du contrat	I.550
	Les clauses d'indexation	I.550.1
1	Sources	
2	Définitions : indexation – actualisation – révision	
3	Validité de la clause d'indexation	
4	Modalités de calcul de la clause d'indexation	
5	Disparition d'indice	
6	Exemple de clause d'indexation	
	Les clauses de recours aux PME	I.550.2
1	Sources	
2	Régime prévu par le Code de la commande publique	
3	Clause PME	
	Les clauses de rencontre	I.550.3
1	Définition et sources	
2	Cas d'ouverture de la clause	
3	Procédure contractuelle de mise en œuvre	
4	Effets de la clause de rencontre	
5	Clause de rencontre	
	Les clauses de mise à niveau	I.550.4
1	Définition et sources	
2	Objet	
3	Procédure de mise en œuvre	
4	Limites de la mise à niveau	
5	Clause de mise à niveau à l'initiative du partenaire	
	Les clauses de modification unilatérale du marché par la personne publique contractante	I.550.5
1	Sources	
2	Existence du pouvoir de modification unilatérale par la personne publique contractante	
3	Contenu du pouvoir de modification unilatérale par la personne publique	
4	Limites au pouvoir de modification unilatérale	
5	Titulaire du pouvoir de modification unilatérale	
6	Clause de modification unilatérale par la personne publique contractante	
	Les clauses d'avenant	I.550.6
1	Sources	
2	Intérêt de l'avenant	
3	Régime antérieur à l'ordonnance du 25 juillet 2015	
4	Régime du Code de la commande publique	
5	Limites de l'avenant	
6	Clause d'avenant	
	Les clauses de cession du marché ou des titres de la société de projet	I.560
	Les clauses de cession du marché	I.560.1
1	Définition et sources	
2	Objet de la cession de marché	
3	Définition de la cession de marché	
4	Autorisation de la personne publique	
5	Absence de remise en concurrence	
6	Extinction des obligations du cédant	
7	Cession à l'initiative de la personne publique	
8	Clauses de cession de marché	
	Les clauses de cession des titres de la société de projet	I.560.2

- 1 Définition et sources
- 2 Objet de la cession des titres de la société partenaire
- 3 Incessibilité temporaire des titres
- 4 Obligation d'information
- 5 Agrément de la cession
- 6 Clauses relatives au contrôle par la personne publique de la circulation des droits sociaux du partenaire

Les clauses relatives à la fin anticipée **I.570**

Les clauses de résiliation pour faute **I.570.1**

- 1 Sources
- 2 Existence du pouvoir de résiliation pour faute par la personne publique
- 3 Prononcé de la résiliation pour faute
- 4 Résiliation pour faute de la personne publique
- 5 Effets de la résiliation pour faute
- 6 Clause de résiliation unilatérale pour faute

Les clauses de résiliation pour motif d'intérêt général **I.570.2**

- 1 Sources
- 2 Existence du pouvoir de résiliation unilatérale par la personne publique contractante
- 3 Contenu du pouvoir de résiliation unilatérale par la personne publique
- 4 Limites contractuelles au pouvoir de résiliation unilatérale par la personne publique
- 5 Effets de la résiliation
- 6 Formes de la résiliation
- 7 Titulaire du pouvoir de résiliation unilatérale
- 8 Clause de résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général par la personne publique contractante

Les clauses de résiliation pour force majeure **I.570.3**

- 1 Sources
- 2 Caractérisation de la force majeure
- 3 Effets de la résiliation pour force majeure
- 4 Formes de la résiliation
- 5 Titulaire du pouvoir de modification unilatérale
- 6 Clause de résiliation unilatérale pour force majeure

Les clauses de différends **I.580**

Les clauses de conciliation et de règlement amiable **I.580.1**

- 1 Médiation
- 2 Recours à l'expertise
- 3 Règlement amiable
- 4 Clause de conciliation

Les clauses d'arbitrage **I.580.2**

- 1 Sources
- 2 Définition
- 3 Principe de prohibition de l'arbitrage
- 4 Dérogations au principe de prohibition de l'arbitrage
- 5 Application de l'arbitrage aux marchés de partenariat
- 6 Incertitudes de l'arbitrage en matière de marché de partenariat
- 7 Clause d'arbitrage

PARTIE II

MARCHÉS PUBLICS SPÉCIAUX

MARCHÉS DE DÉFENSE OU DE SÉCURITÉ **II.10**

Marchés de défense ou de sécurité : notion **II.110**

Textes **II.110.1**

- 1 Droit européen
- 2 Droit français

Définition **II.110.2**

- 1 Critère organique : les acheteurs « défense ou sécurité »

2 Critère matériel

Marchés de défense ou sécurité : règles de passation spécifiques II.120

Principes fondamentaux de la commande publique II.120.1

- 1 Soumission des marchés de défense ou de sécurité aux principes fondamentaux
- 2 Objectif des principes fondamentaux pour les marchés de défense ou de sécurité

Passation II.120.2

- 1 Dérogations notables
- 2 Procédures

Marchés de défense ou de sécurité : règles d'exécution spécifiques II.130

Conditions d'exécution particulières II.130.1

- 1 Présentation générale
- 2 Exigences de sécurité d'approvisionnement
- 3 Exigences en matière de sous-contrats
- 4 Exigences de sécurité des informations
- 5 Exigences de localisation

Sous-contrats II.130.2

- 1 Notions et sources
- 2 Quelques éléments du régime des sous-contrats

Exécution financière II.130.3

- 1 Avances et acomptes
- 2 Paiement différé
- 3 Paiement par carte d'achats
- 4 Retenue de garantie

MARCHÉS DES ENTITÉS ADJUDICATRICES II.20

Marchés des entités adjudicatrices II.210

Généralités II.210.1

- 1 Objet du fascicule
- 2 Entités adjudicatrices concernées
- 3 Type de contrats concernés
- 4 Motifs de la distinction. Dispositions ayant vocation à disparaître

Marchés publics concernés : activité d'opérateurs de réseaux ou d'aire géographique II.210.2

- 1 Les secteurs d'activité concernés
- 2 Les types d'activité concernés
- 3 Les marchés exclus du champ d'application de l'ordonnance

Identification des règles particulières de passation II.210.3

- 1 Principe de l'application des règles de droit commun aux marchés des entités adjudicatrices
- 2 Règles spécifiques de passation
- 3 Règles particulières relatives aux référés précontractuels et contractuels

MARCHÉS PUBLICS GLOBAUX II.30

Marchés publics globaux II.310

Notion de marché public global II.310.1

- 1 Définition
- 2 Textes

Marchés publics « non allotis » II.310.2

- 1 Fondement
- 2 Conditions

Marchés globaux spéciaux II.310.3

- 1 Marchés de conception-réalisation
- 2 Marchés publics globaux de performance
- 3 Marchés publics globaux sectoriels
- 4 Maîtrise d'œuvre et marchés publics globaux

PARTIE III

CONTRATS D'AMÉNAGEMENT

NOTION	III.10
Origine et évolutions des contrats d'aménagement	III.110
L'évolution de la notion de contrat d'aménagement : de la dualité à l'unité	III.110.1
1 Dualité	
2 Unité	
Vers une mise en concurrence des contrats d'aménagements	III.110.2
1 Position du problème	
2 Première étape de l'évolution : la reconnaissance de la nécessité de soumettre les concessions d'aménagement à des mesures de publicité et de mise en concurrence	
3 Deuxième étape : l'adoption de mesures de publicité et de mise en concurrence propres aux concessions d'aménagements	
4 Troisième étape : une mise en conformité du droit national applicable aux concessions d'aménagement avec le droit communautaire	
5 5 – Quatrième étape : une consolidation du régime applicable aux concessions d'aménagements issue de la transposition des directives 2014/23/UE sur l'attribution de contrats de concession et 2014/24/UE sur la passation des marchés publics	
Parties au contrat d'aménagement	III.120
Concédants	III.120.1
1 Présentation	
2 L'État et ses établissements publics	
3 Collectivités territoriales et leurs établissements publics	
Concessionnaires	III.120.2
1 Présentation	
2 Aménageurs publics	
3 Aménageurs privés	
Objet du contrat	III.130
Objet de l'aménagement	III.130.1
1 Présentation	
2 Finalités ou objectifs de l'aménagement	
Notion d'« opération » d'aménagement	III.130.2
1 Distinction entre « opération » et « action » d'aménagement	
2 Distinction « opération d'aménagement » et « simple entreprise de construction »	
3 Types d'opération d'aménagement	
4 Exemples	
Missions et moyens confiés à l'aménageur	III.130.3
1 Présentation	
2 Exclusion des études préalables	
3 Maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements	
4 Réalisation d'études d'exécution et de « toutes missions nécessaires »	
5 Acquisition des biens	
6 Vente, location et concession des biens	
Aspects financiers	III.140
Rémunération privée du concessionnaire	III.140.1
1 Produit de la vente et de la location du foncier	
2 Rémunération exclusivement privée	
Charges de l'aménageur	III.140.2
1 Qualification des coûts de fonctionnement	
Participations du concédant	III.140.3
1 Une faculté conditionnée	
2 Types d'apports	
3 Participations et aides d'État	
Subventions d'autres personnes publiques	III.140.4
1 Historique	

2	Conditions de la participation	
3	Aspect fiscal	
4	Conséquences sur le contrôle	
5	Subventions et aides	
	Certaines « participations » spécifiques aux ZAC	III.140.5
1	Participations des constructeurs dits « autonomes »	
2	Participations au financement d'équipements d'autres personnes publiques	
	Qualification	III.150
	Nature administrative du contrat	III.150.1
1	Rappels	
2	Les concessions d'aménagement sont des contrats administratifs	
3	Conséquences	
	Qualification en droit interne	III.150.2
1	Tentatives de qualification	
2	Contrat sui generis soumis alternativement aux règles des concessions ou marchés publics	
	PASSATION	III.20
	Distinction des concessions et procédure de passation	III.210
	Présentation générale	III.210.1
1	Principe de soumission des concessions à des règles de publicité et de mise en concurrence	
2	Mise en œuvre du principe	
3	Moment de la passation	
	Détermination du champ d'application des procédures	III.210.2
1	Présentation générale	
2	Des critères à mettre en œuvre successivement	
3	Du critère de la « part significative des risques de l'opération » à celui du « risque économique »	
4	Le critère du « montant total des produits de l'opération d'aménagement »	
	Concession in house	III.210.3
1	Présentation générale	
2	Soumission au droit commun des concessions d'aménagement in house	
	Passation des concessions aux risques du concessionnaire	III.220
	Présentation générale des concessions à risque	III.220.1
1	Généralités	
	Procédure « normale » applicable avant la transposition de la directive 2014/23/UE	III.220.2
1	Présentation générale	
2	Avis de publicité	
3	Candidatures	
4	Envoi du « dossier programme »	
5	Avis de la commission pour les collectivités locales	
6	Discussions	
7	Attribution	
8	Notification et publication	
	Procédure simplifiée applicable avant la transposition de la directive 2014/23/UE	III.220.3
1	Champ d'application	
2	Déroulement de la procédure	
	Procédure applicable après la transposition de la directive 2014/23/UE	III.220.4
1	Présentation générale	
2	Particularités procédurales	
	Passation des concessions aux risques du concédant	III.230
	Situation antérieure	III.230.1
1	Rappels	
2	Observations concernant la procédure de passation applicable avant le 1 ^{er} août 2009 : appréciation des thèses en présence	
3	Procédure de passation applicable avant la transposition de la directive/23/UE	

Procédure de passation applicable après la transposition de la directive 2014/23/UE	III.230.2
1 L'application des règles de la commande publique	
2 Procédure de passation formalisée	
3 Particularités de la procédure formalisée	
4 Procédure de passation adaptée	
Passation des concessions en procédure adaptée	III.240
Procédure adaptée avant la transposition des directives 2014/23/UE et 2014/24/UE	III.240.1
1 Champ d'application	
2 Respect des principes généraux applicables à la commande publique	
3 Publications après le choix de l'attributaire du contrat	
Procédure adaptée après la transposition des directives 2014/23/UE et 2014/24/UE	III.240.2
1 Concession transférant un risque économique	
2 Concession ne transférant pas un risque économique	
CONTENU ET EXÉCUTION DU CONTRAT	III.30
Clauses de la concession	III.310
Clauses toujours obligatoires	III.310.1
1 Présentation	
2 Analyse des stipulations obligatoires	
Clauses obligatoires en cas de participations publiques	III.310.2
1 Hypothèses	
2 Analyse des stipulations	
Clauses obligatoires lorsque le concessionnaire est une SEM	III.310.3
1 Clauses toujours obligatoires	
2 Hypothèse de mise en liquidation judiciaire de la société	
3 Hypothèse de participations d'autres collectivités territoriales	
Passation des contrats du concessionnaire	III.320
Principe de mise en concurrence	III.320.1
1 Présentation	
2 Situation existante avant la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005	
3 Situation sous l'empire de la loi du 20 juillet 2005	
4 Justifications du dispositif	
5 Le régime actuel issu de l'ordonnance Concession et du Code de la commande publique	
6 Contrats concernés	
Modification de la concession d'aménagement	III.330
Modification conventionnelle : l'avenant	III.330.1
1 Rappels	
2 Hypothèses	
3 Modalités	
Modification forcée : pouvoir de modification unilatérale	III.330.2
1 Rappels des règles relatives à la modification unilatérale en matière de contrats administratifs	
2 Les contraintes spécifiques aux contrats de la commande publique	
3 Hypothèses	
Expiration de la concession d'aménagement	III.340
Expiration normale du contrat	III.340.1
1 Avant la loi du 20 juillet 2005	
2 Après la loi du 20 juillet 2005	
Expiration anticipée du contrat	III.340.2
1 À l'initiative de l'autorité délégante	
2 A la demande de l'aménageur	
3 La résiliation amiable	
4 Autres motifs de rupture prévus par le Code de la commande publique	
5 La résiliation pour invalidité	

PARTIE IV

CONVENTIONS À OBJET IMMOBILIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE IMMOBILIÈRE	IV.10
Identification des biens publics	IV.110
La propriété publique	IV.110.1
1 Notion	
Les biens publics immobiliers relevant du domaine public : critères généraux	IV.110.2
1 Définition conceptuelle	
2 Critère organique	
3 Critères fonctionnels	
Les biens publics immobiliers relevant du domaine public : théories subsidiaires	IV.110.3
1 Appartenance d'un bien au domaine public par application de la théorie de l'accessoire	
2 Appartenance d'un bien au domaine public par application de la théorie du domaine public virtuel ?	
Les biens publics immobiliers relevant du domaine public : énumération textuelle	IV.110.4
1 Remarque préliminaire	
2 Domaine public maritime	
3 Domaine public fluvial	
4 Domaine public routier	
5 Domaine public ferroviaire	
6 Domaine public aéronautique	
7 Domaine public hertzien	
Les biens publics mobiliers relevant du domaine public	IV.110.5
1 Critères d'appartenance d'un bien au domaine public mobilier	
Les biens publics relevant du domaine privé	IV.110.6
1 Définition négative	
2 Définition énumérative	
Protection des biens	IV.120
Protection de la propriété publique : insaisissabilité des biens publics	IV.120.1
1 Principe d'insaisissabilité des biens publics	
2 Conséquences de l'insaisissabilité des biens publics	
Protection de la propriété publique : Incessibilité à vil prix des biens publics	IV.120.2
1 Principe d'incessibilité à vil prix	
2 Règles spécifiques	
Protection du domaine public : inaliénabilité	IV.120.3
1 Objet du principe d'inaliénabilité des biens du domaine public	
2 Champ de l'inaliénabilité des biens du domaine public	
3 Effets du principe d'inaliénabilité	
Protection du domaine public : imprescriptibilité	IV.120.4
1 Principe d'imprescriptibilité des biens du domaine public	
2 Conséquence : irrecevabilité des actions possessoires	
Protection du domaine public : droits réels	IV.120.5
1 Incompatibilité originelle des droits réels avec le domaine public	
2 Constitution conditionnée de droits réels sur le domaine public	
Utilisation des biens publics	IV.130
Utilisation privative du domaine public	IV.130.1
1 Conditions d'occupation privative du domaine public	
2 Régime de l'occupation privative du domaine public	
Règles de concurrence	IV.140
Droit de la concurrence	IV.140.1
1 Principes généraux de la soumission au droit de la concurrence	
2 Application aux autorisations d'occupation privative du domaine	

3 Application à la réglementation du domaine public	
Publicité et mise en concurrence	IV.140.2
1 Transparence prévue par les textes	
2 Transparence organisée volontairement	
Répartition des compétences contentieuses	IV.150
Détermination du titulaire du droit de propriété	IV.150.1
1 Compétence du juge judiciaire	
Détermination de l'appartenance d'un bien au domaine public	IV.150.2
1 Compétence du juge administratif	
Contentieux de l'occupation du domaine public	IV.150.3
1 Compétence générale pour les litiges relatifs à l'occupation du domaine public	
2 Cas des litiges relatifs aux contrats comportant occupation du domaine public conclus entre deux personnes privées	
Contentieux de la gestion du domaine privé	IV.150.4
1 Compétence judiciaire	
2 Compétence administrative pour les actes détachables de la gestion du domaine privé	
3 Compétence administrative pour les contrats portant sur le domaine privé et présentant un caractère administratif	
Contentieux de l'expulsion	IV.150.5
1 Compétence pour l'expulsion d'un occupant sans titre du domaine public	
2 Compétence pour l'expulsion d'un occupant sans titre du domaine privé	
Contentieux des redevances d'occupation	IV.150.6
1 Compétence pour les litiges relatifs au principe et au montant des redevances	
2 Compétence pour les litiges relatifs au recouvrement des redevances	
CATÉGORIES DE CONVENTIONS À OBJET IMMOBILIER DES PERSONNES PUBLIQUES	IV.20
Conventions tendant à l'acquisition à titre onéreux par les personnes publiques de biens à caractère immobilier – vente en l'état futur d'achèvement	IV.210
Contrats d'acquisition d'immeubles	IV.210.1
1 Contrats de droit privé	
2 Actes en la forme administrative ou notariée	
3 Autorisation préalable des assemblées délibérantes	
4 Consultation préalable des services locaux chargés du domaine	
5 Absence de règles de publicité et de mise en concurrence préalable	
6 Autres règles de forme et de fond pour les collectivités territoriales	
Le cas particulier de l'achat d'un immeuble par une personne publique par le biais d'une VEFA	IV.210.2
1 Définition de la VEFA	
2 Liberté des personnes publiques de recourir à la VEFA	
3 Conditions du recours à une VEFA licite	
4 Étendue de l'éventuelle obligation de mise en concurrence pour la passation du contrat de VEFA	
Conventions tendant à la vente à titre onéreux par les personnes publiques de biens à caractère immobilier	IV.220
Biens susceptibles d'être vendus et formalités préalables	IV.220.1
1 Catégorie de biens publics à caractère immobilier susceptibles d'être vendus	
2 Formalités préalables	
Prix de la vente	IV.220.2
1 Règles et principes qui s'opposent aux cessions gratuites ou à l'euro symbolique	
2 Ventes illicites et licites à des prix inférieurs aux conditions du marché	
Procédure de passation du contrat de vente	IV.220.3
1 Principe de mise en concurrence pour la vente des immeubles de l'État	
2 Principe de non mise en concurrence pour la vente des immeubles des collectivités territoriales	
3 Possible évolution de la jurisprudence	
4 Le cas particulier des ventes de terrains publics assorties de l'obligation de construire un ouvrage pour le compte de la collectivité publique	

Conventions d'occupation du domaine public	IV.240
Conclusion des conventions d'occupation du domaine public	IV.240.1
1 Généralités	
2 Conditions de passation	
3 Modalités de passation	
Exécution des conventions d'occupation du domaine public	IV.240.2
1 Droits et obligations de l'occupant	
2 Modification unilatérale de la convention	
3 Résiliation de la convention	
Conventions d'occupation du domaine public constitutives de droits réels : bail emphytéotique administratif (BEA)	IV.250
Conditions du recours au BEA	IV.250.1
1 Définition	
2 Conditions razione personae	
3 Conditions razione materiae	
Passation du BEA	IV.250.2
1 Éléments généraux sur la passation des BEA	
2 Règles de passation	
Exécution du BEA	IV.250.3
1 Droits et obligations des parties	
2 Droits réels	
Conventions d'occupation du domaine public constitutives de droits réels : bail emphytéotique hospitalier (BEH)	IV.251
Conditions du recours au BEH	IV.251.1
1 Avertissement	
2 Notion	
3 Conditions razione personae	
4 Conditions razione materiae	
Passation du BEH	IV.251.2
1 Avertissement	
2 Evaluation préalable	
3 Règles de transparence	
Exécution du BEH	IV.251.3
1 Avertissement	
2 Droits et obligations des parties	
Conventions d'occupation du domaine public constitutives de droits réels : autorisation d'occupation temporaire (AOT)	IV.260
Les différentes catégories d'AOT et les personnes publiques compétentes pour les délivrer	IV.260.1
1 Généralités	
2 Les AOT délivrées par l'État et ses établissements publics	
3 Les AOT délivrées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics	
Bénéficiaires, objet et nature des droits réels	IV.260.2
1 Bénéficiaires	
2 Objet du droit réel dont bénéficie l'occupant : unicité ou dualité ?	
3 Nature du droit réel dont bénéficie l'occupant	
La portée du droit réel sur les ouvrages réalisés par l'occupant	IV.260.3
1 Financement privé des ouvrages	
2 Maîtrise d'ouvrage privée des constructions	
3 Location avec option d'achat des ouvrages construits	
4 Le cas particulier des ouvrages affectés à des missions de souveraineté de l'État	
Attributions des AOT	IV.260.4
1 Forme contractuelle ou unilatérale	
2 Procédure d'attribution des AOT	
Régime juridique des AOT	IV.260.5

- 1 Droit applicable
- 2 Durée
- 3 Délivrance du titre d'occupation (régime applicable aux AOT de l'État)
- 4 Contenu du titre d'occupation (régime applicable aux AOT de l'État)
- 5 La transmission du titre d'occupation
- 6 Les modalités de financement permises par le titre d'occupation
- 7 La fin du titre d'occupation

Conventions de location à titre onéreux de biens à caractère immobilier consenties par ou pour les personnes publiques **IV.270**

Règles générales **IV.270.1**

- 1 Signature et authentification des contrats de location
- 2 Autorisation préalable des assemblées délibérantes
- 3 Loyers
- 4 Respect des règles d'urbanisme
- 5 Compétence de la juridiction judiciaire pour connaître de ces baux
- 6 Compétence administrative pour connaître de ces baux
- 7 Règles de passation des contrats de location

Catégories de baux passés par les collectivités publiques **IV.270.2**

- 1 Baux ordinaires consentis par les collectivités publiques
- 2 Location avec option d'achat d'un immeuble par une collectivité publique
- 3 Bail emphytéotique du Code rural
- 4 Bail rural
- 5 Bail à construction
- 6 Bail commercial
- 7 Bail réel immobilier
- 8 Bail en l'état futur d'achèvement

Conventions de mise à disposition ou de mutualisation de biens à caractère immobilier liée à des transferts de compétences entre collectivités territoriales **IV.280**

Mécanisme général **IV.280.1**

- 1 Mise à disposition sans transfert de propriété
- 2 Mise à disposition avec transfert de propriété

Mécanismes particuliers **IV.280.2**

- 1 Problématique
- 2 L'utilisation partagée d'équipements collectifs : L'article L. 1311-15 du Code général des collectivités territoriales
- 3 Les conventions de gestion entre EPCI et communes membres
- 4 Les fonds de concours (article L. 5216-5-VI du Code général des collectivités territoriales) – l'offre de concours

PARTIE V

CONVENTIONS À OBJET FINANCIER

LES CONVENTIONS DE SUBVENTIONNEMENT **V.10**

Les contrats de subvention **V.110**

La notion de contrat de subvention **V.110.1**

- 1 Définition de la subvention
- 2 Composantes de la subvention
- 3 Nature juridique hybride du contrat de subvention
- 4 Contrat administratif
- 5 Distinction contrat de subvention et contrat de la commande publique
- 6 Subvention et aides économiques locales

Le régime des contrats de subvention **V.110.2**

- 1 La compétence pour attribuer une subvention
- 2 Règles de passation
- 3 Règles de transparence et de contrôle

- 4 Exécution du contrat par la personne publique
- 5 Abrogation et retrait de la subvention
- 6 Recours juridictionnels en matière de contrat de subvention

LES CONTRATS DE SERVICES BANCAIRES

V.20

Notion de convention publique de services bancaires

V.210

Objet de l'étude

V.210.1

- 1 Généralités
- 2 Étendue des services bancaires
- 3 Contrats concernés
- 4 Contrats exclus

Droit applicable

V.210.2

- 1 Code civil : contrats de prêt
- 2 Code de la consommation
- 3 Code monétaire et financier
- 4 Code de la santé publique
- 5 Code général des collectivités territoriales

Contrats de droit privé et contrats administratifs

V.210.3

- 1 Contrats de droit privé
- 2 Contrats non-administratifs par détermination de la loi

Règles de passation

V.210.4

- 1 Débat
- 2 Solutions actuelles

LE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

V.30

Notion de crédit-bail immobilier

V.310

Sources

V.310.1

- 1 Définition
- 2 Fondements juridiques
- 3 Intérêt du crédit-bail

La personne publique crédit-bailleur

V.310.2

- 1 Objectif du dispositif
- 2 Régime des biens objet du crédit-bail
- 3 Compétence de la personne publique

La personne publique crédit-preneur

V.310.3

- 1 Incompatibilité de principe du crédit-bail et des règles du droit public
- 2 Autorisations législatives de recourir au crédit-bail – Exigences constitutionnelles
- 3 Autorisation du recours au crédit-bail pour l'État
- 4 Autorisation du recours au crédit-bail pour les collectivités territoriales
- 5 Marchés de partenariat
- 6 Nature juridique du contrat de crédit-bail